



Lettre 32 – Mai 2022

La France reprend un peu son visage de nation accueillante – au moins pour les ukrainiens. En effet, l'administration a utilisé les droits européens d'accueil, a facilité les démarches administratives et a permis le travail des réfugiés. On voit dans tous les coins de France s'ouvrir des possibilités d'accueil des réfugiés – avec plus ou moins d'aides de la part des structures administratives. La France respire à nouveau un air plus léger. Qu'en sera-t-il dans le prochain gouvernement ?

Rappel : De nombreuses informations ont été obtenues sur les sites infomigrants et France 24, mais aussi de certains cercles de silence qui communiquent, quand cela m'arrive avant le bouclage de la lettre. Les bonnes nouvelles sont surlignées en bleu.

Michel Girard

Table des matières

| | |
|---|----|
| CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE..... | 2 |
| Bordeaux..... | 2 |
| Cornebarrieu..... | 3 |
| MARSEILLE – CANET | 3 |
| Mesnil-Amelot..... | 4 |
| Nîmes..... | 4 |
| Vincennes..... | 4 |
| FRANCE..... | 4 |
| Les Migrants et l'élection présidentielle..... | 4 |
| Informations simples traduite pour les réfugiés et ceux qui le aident : Réfugiés.info | 5 |
| Les afghans en France | 5 |
| Ukrainiens en France..... | 6 |
| Bayonne..... | 6 |
| Bordeaux - Saint-Loubès | 7 |
| Calais..... | 7 |
| Dinard..... | 8 |
| Dordogne – Périgueux..... | 9 |
| GENNEVILLIERS..... | 9 |
| Indre-et-Loire, LIGUEIL..... | 10 |
| LE HAVRE..... | 10 |
| Lyon..... | 10 |
| Marseille..... | 11 |
| Mayenne - La Chapelle-au-Riboul..... | 11 |
| NICE..... | 11 |
| Nord..... | 11 |
| Paris..... | 11 |
| Pau..... | 12 |

| | |
|--|----|
| Reims..... | 12 |
| SAINT-ÉTIENNE-DE-CROSSEY | 13 |
| Tours..... | 13 |
| Vaucluse..... | 14 |
| Vienne -Civray | 14 |
| MANCHE..... | 15 |
| MÉDITERRANÉE..... | 15 |
| Libye | 16 |
| Tunisie..... | 17 |
| A LA FRONTIÈRE TURQUIE- GRÈCE | 17 |
| UNION EUROPÉENNE..... | 18 |
| Frontex..... | 18 |
| Belgique..... | 18 |
| Bulgarie..... | 19 |
| Chypre | 19 |
| Danemark | 21 |
| Espagne..... | 21 |
| Pologne..... | 21 |
| Roumanie..... | 22 |
| ONU - Organisation internationale pour les migrants..... | 22 |
| État des lieux en Ukraine au 15 avril 2022..... | 22 |
| Chiffres, publiés mercredi 20 avril 2020..... | 22 |
| Franchissements illégaux des frontières extérieures de l'Union européenne par des migrants ... | 23 |
| EUROPE..... | 23 |
| Royaume-Uni..... | 23 |
| Ukraine..... | 26 |
| AFRIQUE..... | 26 |
| Rwanda..... | 26 |
| Tunisie..... | 27 |
| ASIE | 27 |
| Afghanistan..... | 27 |
| Liban..... | 27 |
| AMÉRIQUE..... | 28 |
| MEXIQUE..... | 28 |
| USA..... | 28 |

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

BORDEAUX

Trois hommes retenus au centre de rétention administrative (CRA) de Bordeaux ont été condamnés, mercredi 20 avril 2022, à de la prison ferme, pour insultes envers les policiers et rébellion. L'origine serait une "broutille : un distributeur de boissons et de confiseries vides". Le ton est monté, et des violences auraient alors éclaté. L'administration du CRA, s'estime "pas habilitée à communiquer sur cet événement" et renvoie vers la préfecture de la Gironde, mais qui ne répond pas aux demandes de précisions. Le CRA de Bordeaux ,le plus petit de France (20 places) se situe au sous-sol de l'hôtel de police de Bordeaux. Un lieu "sans lumière naturelle, à l'exception d'une petite ouverture avec un grillage qui donne sur le parking des policiers", "un environnement anxigène" selon la Cimade. A la suite d'un décès survenu en mars 2021,"rien n'a été mis en place" pour

améliorer le quotidien. La Cimade est confrontée à *"de plus en plus de personnes avec des profils psychologiques complexes, voire porteuses de problèmes psychiatriques"*. Un médecin généraliste est présent au sein du CRA, mais il n'existe aucun suivi psychiatrique. Seule une psychologue peut recevoir les retenus, une après-midi par semaine : *"c'est très insuffisant au regard des besoins"*. La durée de rétention est passé de 9 jours en moyenne en 2020 à 12 jours en 2021, et *"ces derniers mois, on a des personnes enfermées plus de 30 jours, ou 60 jours, voire même 90 jours, ce qui n'était jamais arrivé ici à Bordeaux"*. *"Les conditions de rétention incitent à l'installation d'un climat de violence"*. Selon le rapport annuel de la Cimade, en 2020, 40 % des personnes qui étaient enfermées au sous-sol de l'hôtel de police avaient été appréhendées dès leur sortie de prison. Il s'agissait du moyen majoritaire d'interpellation, loin devant les contrôles sur la voie publique (28 %). *"Depuis plusieurs années, il est évident qu'une porosité de plus en plus assumée par l'administration existe entre la détention et la rétention"* écrit la Cimade. On assiste à *"l'augmentation des infractions liées au séjour, la multiplication des déferrements en cours de rétention, l'augmentation constante du nombre de sortants de prison placés en rétention à leur levée d'écrou"*. La préfecture envisage la construction d'un nouveau CRA en Gironde. Celui-ci se situerait sur le site de Bioparc, entre les communes de Mérignac et Pessac. Il rencontre depuis plusieurs mois un certain nombre d'oppositions citoyennes et associatives. Avec 140 places de rétention prévues, il s'agirait cette fois de l'un des plus grands CRA de France.

CORNEBARRIEU

Actuellement, depuis le Covid, il y a 35 personnes retenues en moyenne alors que le CRA comporte 120 places. Actuellement une seule femme retenue. Les Les frontières se rouvrent lentement : c'est le cas de l'Algérie, dont les frontières se rouvrent, mais elle donne des visas au compte-gouttes. Il y a, de nouveau, des cas de Covid dans le CRA : une personne présentait des symptômes et toutes les personnes retenues ont été testées: 7 cas de Covid détectés. Une personne positive au Covid est retenue avec 4 personnes négatives dans le même secteur : la Cimade compte déposer des demandes de remise en liberté pour éviter la contagion.

MARSEILLE – CANET

Elle est diabétique. « Je pense pas que je dois être ici par rapport à mon diabète, car il est très déséquilibré. Le service soignant n'est pas bon ici. Je ne mange pas parce qu'il n'y a pas de repas prévus pour les diabétiques. Du coup mon diabète est toujours soit très haut, soit très bas. J'ai déjà été en CRA en mai mais je suis sorti suite au rapport d'un médecin des urgences de l'hôpital Nord. J'étais tombé trop malade au CRA, les pompiers m'ont transféré à l'hôpital et j'ai passé deux jours là-bas. Le rapport du médecin disait que je ne pouvais pas rester dans le CRA alors il m'ont libéré. L'avocat avait dit au juge que par rapport à mon diabète, il devait me libérer. Le juge des libertés a répondu clairement à l'avocat : « Malgré son état diabétique, je refuse de le libérer ! » Le juge m'a dit : « Je m'en fous de toi, tu reste ici 28 jours ». C'est mes camarades qui ont appelé la police pour faire venir les pompiers. Car au bout de trois ou quatre jours j'ai senti que mon cœur était trop bas. Mais la police s'en fout ici. Je suis encore vivant grâce à mes amis avec qui je suis enfermé ici. Ils ont tous tapé fort sur les portes. Un ami de Russie a tapé avec les pieds pour qu'on m'amène les pompiers, sinon personne de la police ne bougeait. Un policier m'a même dit: « Cette fois on t'amène à l'hôpital mais la prochaine fois, même mort on t'amène pas, tu restes ici. ». En plus j'ai une fille française, avec la nationalité française. Le procureur de la république l'a placée en foyer et ils veulent m'envoyer en Tunisie. En plus j'ai une fille française, avec la nationalité française. Le procureur de la république l'a placée en foyer et ils veulent m'envoyer en Tunisie. »

Depuis plusieurs semaines, les personnes enfermées dans le Centre de Rétention Administrative à Marseille témoignent des méthodes de plus en plus violentes pour faciliter les expulsions. Avant une expulsion, la police vient à 4 à l'aube pour prendre les personnes concernées, souvent avec des tabassages pour réduire les résistances. Après la réduction des visas pour les

Tunisiens, le gouvernement tunisien a commencé à coopérer avec la France pour fournir les laissez-passer consulaires. L'état français affrète des avions charters, notamment de la compagnie aérienne aixois [Twin Jet](#), qui utilisent souvent des aéroports militaires en France et en Tunisie. Cette entreprise qui collabore avec les expulsions depuis longtemps accepte visiblement de porter des passagers sans test PCR. La Tunisie, dans son envie de se montrer comme le bon élève en matière des expulsions, également fait une exception pour l'exigence d'un test PCR de moins de 72 heures.

MESNIL-AMELOT

8 enfants âgés de 10 mois à 17 ans ont été enfermés depuis le 1^{er} janvier 2022.

NÎMES

Une femme est enfermée depuis 22 jours et n'a pas vu la lumière du jour et du soleil parce qu'elle ne peut pas aller dans la promenade. On se sent très isolées ici, il n'y a personne qui vient nous voir, on n'a rien à faire toute la journée.

VINCENNES

Dans la nuit de mardi 12 avril au mercredi 13 avril 2022, plusieurs personnes enfermées au CRA de Vincennes ont tenté de s'évader car sont revenus les *cachés vers la Tunisie et le Maroc. Plusieurs personnes ont voulu s'évader et ont cassé la porte, du coup la police est venue ils ont gazé tout le monde. On s'est fait fouiller partout, on a dormi dans la cour. Il y avait tellement de gaz que mêmes les policiers tombaient KO. Le chef du centre, toutes les brigades sont venues, les gendarmes étaient casqués. 4 personnes sont parties en garde à vue. Le soir même: le mercredi 13 avril 2022 des feux d'artifices ont été tirés à proximité du CRA en soutien avec les enfermés. La répression est violente mais la solidarité est bien présente. Plusieurs prisonniers du bâtiment 1 de Vincennes sont en grève de la faim depuis le 14 avril 2022 en réaction à la répression. 38 personnes enfermées dans le CRA de Vincennes ont signé un communiqué indiquant qu'elles sont en grève de la faim car : on ne les laisse pas dormir, ils ne mangent pas bien, des policiers sont racistes avec eux ils disent toujours « sale race sale arabe », il n'y a pas de médecin, pas d'hôpital.*

FRANCE

LES MIGRANTS ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les étrangers et en particulier les nouveaux régularisés ou les « sans papiers », se réjouissent de l'élection du nouveau président de la république. *"Je suis tellement rassuré, je pense que les Français ont fait le bon choix", "Je suis vraiment content. Je ne voulais pas que Le Pen passe, j'avais peur de ça. Elle est dangereuse." "On est rassurés pour les cinq années à venir", "J'ai regardé les élections hier, et ce qui m'a stressé en revanche, c'est le discours d'Éric Zemmour après la victoire du président sortant. Il a dit qu'il fallait continuer à se battre pour rendre la France aux Français. C'est affolant !"*, Ils ne comprennent vraiment pas ce genre de discours anti-immigrés quand eux ont tout fait pour s'intégrer, obtenir des papiers, un travail et qu'ils paient aujourd'hui des impôts. *"Pour être honnête, je ne m'attendais pas à ce qu'autant de jeunes soutiennent l'extrême-droite. Je pensais que seuls les gens âgés votaient pour ce parti. Apparemment pas. Elle a eu 13 millions de voix !", 51% des 25-34 ans ont voté pour Macron contre 49% pour Marine Le Pen. "Pourtant, être jeune, normalement, ça rime avec ouverture d'esprit, avec écologie, avec union des Français. Ça prouve qu'il y a un vrai problème".* L'un qui vit en France depuis plus de 15 ans. *"Après un tel score, je me dis que je vais faire le maximum pour obtenir la nationalité française dans les prochaines années. Pour me protéger*

administrativement. Et puis, parce que je me sens Français." Pour une jeune tunisienne qui est sous le coup d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF) "Évidemment *que je suis rassurée*", "Macron, c'est un président ouvert aux cultures étrangères. Il est tolérant, pas comme Marine Le Pen" ; "Marine Le Pen est en boucle sur les étrangers. Je me sentais menacé, c'est vrai, même si j'étais sûr que Macron allait repasser" ; "Je ne sais toujours pas si son programme était réellement faisable mais je suis content que les Français n'aient pas pris ce risque. Je ne veux pas être expulsé. Macron, lui, au moins, il n'est pas obsédé par les migrants". "Entre Emmanuel et Marine, je préfère évidemment Emmanuel", témoigne un Guinéen, qui a obtenu le statut de réfugié en France il y a 2 ans. "Mais si j'avais pu voter, j'aurais choisi sans hésiter Mélenchon. Je vous dis ça parce que j'ai lu tous les programmes des candidats". Je ne regrette pas l'élection de Macron "qui a passé un mandat difficile avec la pandémie mondiale" mais espère que ce second mandat lui permettra "de partager plus équitablement les richesses entre les Français".

INFORMATIONS SIMPLES TRADUITE POUR LES RÉFUGIÉS ET CEUX QUI LE AIDENT : RÉFUGIÉS.INFO

Vous connaissez des ukrainiens, vous voulez participer d'une manière ou d'une autre à leur accueil, alors consultez la plateforme [Réfugiés.info](https://refugies.info) qui est une application mobile et un site web contributif qui propose de l'information simple et traduite pour les personnes réfugiées et leurs aidants. Plus de 480 fiches sont déjà disponibles ! Un nouveau portail dédié a été créé pour donner des informations sur la guerre en Ukraine. Il est porté la la délégation ministérielle à l'accueil et l'intégration des réfugiés, et développé par la [Mednum](https://lamednum.coop).

La plateforme offre une information fiable sur les différentes manières de se mobiliser auprès d'associations, partout en France. Hébergement citoyen, collecte de matériels et dons, interprétariat, recrutement de bénévoles... la plateforme est ouverte à tous ceux qui souhaitent agir ! La plateforme aide les exilés à trouver des cours de langues, donne des informations pour trouver un logement ou un travail, mais aussi pour se former à un métier ou reprendre ses études. Traduit en sept langues (anglais, russe, arabe, pachto, dari, tigrinya ou encore ukrainien), le site présente toutes sortes de questions que peuvent se poser les personnes en exil qui trouveront des réponses concrètes, étapes par étapes Toutes les missions de bénévolat présentes sur parrainage.refugies.info sont le fruit d'un partenariat avec la plateforme publique [JeVeuxAider.gouv](https://JeVeuxAider.gouv.fr), où les associations certifiées peuvent poster des missions et les bénévoles s'engager.

Une [section traduite en ukrainien](#) est également disponible pour les ressortissants récemment arrivés. Elle propose des fiches simples et pratiques également disponibles sur Refugies.info, pour répondre aux premiers besoins (accéder à un centre de soins psychologiques, comment faire un vaccin, prendre un rendez-vous sur Doctolib, inscrire ses enfants à l'école...).

Consulter aussi les informations sur l'Ukraine, à partir du site du gouvernement :

<https://www.gouvernement.fr/info-ukraine>

<https://lamednum.coop/refugies-info-engage-pour-lukraine/>

<https://refugies.info/>

LES AFGHANS EN FRANCE

Depuis la reprise au pouvoir de Kaboul par les Taliban le 15 août 2021, la France a effectivement suspendu ses renvois vers l'Afghanistan. Paris ne reconnaît pas le régime en place dans le pays et les liaisons aériennes entre les deux États sont toujours interrompues. Mais les demandeurs d'asile afghans peuvent être renvoyés vers le premier pays d'arrivée en Europe, comme la Bulgarie, l'Autriche ou la Croatie. Ces pays, "où il n'y a aucune garantie sur l'examen des

demandes d'asile, eux, vont exécuter les mesures d'éloignements". Depuis l'été 2021, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) a accordé l'asile à 75% des ressortissants afghans. *"Clairement, les choses vont dans le bon sens"*, assure la Cimade. *"La plupart des Afghans obtiennent assez facilement le statut de réfugié à l'Ofpra"*. Les déboutés de l'asile qui tentent un recours auprès de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) rencontrent néanmoins d'importantes difficultés à obtenir une protection. La Cour considère qu'il n'y a plus de *"situation aveugle d'intensité exceptionnelle"* justifiant la délivrance de la protection subsidiaire. Concrètement, la CNDA estime que l'Afghanistan n'est pas un pays en guerre. *"Il faut donc démontrer que la personne encourt un risque personnel en raison de ses opinions politiques, de son appartenance à une groupe social ou ethnique"*. *"De nombreux Afghans voient leur appel rejeté"*. Ces Afghans deviennent alors sans-papiers, illégaux en France, mais sans possibilité d'être expulsés dans leur pays natal. Ils errent pendant des années dans un no man's land administratif. On les retrouve pour beaucoup dans les camps informels de Calais et du nord de Paris, dans des situations de grande précarité.

UKRAINIENS EN FRANCE

Au 18 avril 2022, d'après les données de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), 57 000 Ukrainiens percevaient l'allocation de subsistance accordée par l'État, ce qui donne une idée assez fine du nombre d'Ukrainiens ayant demandé la protection temporaire en France, ainsi que des enfants qui les accompagnent. Un chiffre qui amène à relativiser le pouvoir d'attraction du pays. *« L'attractivité d'un pays relève de plusieurs facteurs et notamment de l'existence préalable ou pas d'une communauté, analyse le directeur de l'OFII. Or, la France n'était pas un pays où la communauté ukrainienne était importante. »* En 2021, un peu moins de 19 000 Ukrainiens étaient détenteurs d'un titre de séjour sur le territoire.

Douze jeunes, âgés de 20 à 28 ans, pour la plupart des étudiants originaires de pays maghrébins ou bien d'Afrique noire, sont arrivés en Ardèche mi-mars 2022, avec d'autres réfugiés ukrainiens. Désormais, fin avril, ils ont tous quitté le village. *"Les étudiants étrangers non ukrainiens étaient là bas pour leurs études. Ils avaient pour vocation de rentrer chez eux ensuite. Et effectivement, ils ne bénéficient pas de la protection que nous avons donnée aux autres personnes ukrainiennes"* affirme le préfet de l'Ardèche. Leur autorisation provisoire de séjour (APS) courrait jusqu'à mi-avril, puis a été renouvelée par les services de préfecture jusqu'au 20 mai. Comme un sursis : en vrai, ils ont deux options. Soit ils retournent dans leur pays d'origine - leur billet est pris en charge, et ils bénéficient d'une aide financière - , soit ils effectuent une demande d'asile en France, mais cette dernière leur sera refusée puisqu'ils ne sont pas en danger de mort s'ils retournent dans leur pays, en proie à aucun conflit. *Il est inenvisageable pour eux de retourner dans leur pays d'origine sans avoir les diplômes pour lesquels ils ont engagés tant d'efforts et de finances.* Les universités de Grenoble et d'Aix-Marseille étaient même prêtes à inscrire les étudiants. En vain. Les douze jeunes concernés sont partis du centre d'hébergement tenter leur chance ailleurs. Jouissant du droit des déplacés ukrainiens de prendre les trains et bus gratuitement, certains se sont rendus en Allemagne, en Belgique ou en l'Espagne.

BAYONNE

Le parquet de Bayonne a indiqué, jeudi 21 avril 2022, que l'enquête ouverte pour "homicide involontaire" à la suite du décès de trois migrants algériens, percutés le 12 octobre 2021. par un train à Ciboure, dans le Pays basque, a été classée sans suite. Une plainte avait été déposée contre X et des soupçons d'empoisonnement pesaient sur une personne présente au moment des faits.

Le 12 octobre 2021, un groupe de quatre hommes algériens suivaient la voie ferrée à pied afin d'échapper à d'éventuels contrôles de police (voir lettre 21) . Les exilés s'étaient assoupis

sur les rails, peu avant la gare de Saint-Jean-de-Luz, et avaient été happés par un TER. Trois sont morts et un quatrième a été grièvement blessé dans l'accident. Le survivant, tout comme les proches de deux des morts et trois associations nationales d'aide aux exilés, avaient déposé une plainte contre X espérant que la responsabilité de l'État soit reconnue dans le drame. *"Les politiques migratoires ont des conséquences dramatiques sur la vie des gens. Et cette situation est liée aux politiques migratoires donc il nous semble important d'aller plus loin pour désigner les responsables"* . Ils accusaient un cinquième homme, présent au moment des faits, d'avoir mis des "substances nuisibles" dans les boissons des victimes. Le procureur a assuré que : *"Aucun élément de l'enquête pénale ne va dans le sens d'un empoisonnement"*.

BORDEAUX - Saint-Loubès

559 enfants ukrainiens sont scolarisés dans l'académie de Bordeaux. Depuis 3 semaines des écoles, collèges et lycées de la Gironde accueillent des enfants qui ont fui la guerre. C'est le cas de l'école primaire Paul-Jean Toulet de Saint-Loubès où 6 enfants ukrainiens sont arrivés dans des classes du CP au CM1. La maîtresse se concentre pour leur apprendre le français : *"on travaille beaucoup avec les gestes. J'utilise aussi des images pour qu'elle apprenne des mots en français. On sent qu'elle est de plus en plus à l'aise dans la classe et on entend même quelques mots en français. Je pense qu'elle est contente d'être à l'école."* Les parents de ses enfants ukrainiens eux aussi commencent à s'intégrer à Saint-Loubès, d'ailleurs certains ont déjà trouvé du travail et s'impliquent dans les associations de la commune.

aiderpretres.fr/component/cck/1766?search=homelies&task=search&Itemid=185

Aéroport de Bordeaux

Un avion avec à son bord 71 Ukrainiens est arrivé de **Moldavie** ce jeudi 21 avril dans l'après-midi, à l'aéroport de Mérignac. Il s'agit majoritairement de femmes, d'enfants et de personnes à mobilité réduite qui vont être accueillies dans les prochains jours par des familles volontaires dans la Vienne et en Charente. Après leur arrivée, ils ont été emmenés en bus dans un gymnase, où ils passeront une ou deux nuits, avant de repartir. Les enfants ont pu jouer dans la salle, les animaux sont sortis de leurs cages de transports, et tout le monde s'est retrouvé pour se restaurer après son long voyage. *"C'est la première fois depuis que j'ai quitté mon pays que je me sens heureuse"*, explique une femme enceinte, qui rêve de retourner accoucher en Ukraine, où son mari a dû rester.

[Guerre en Ukraine : 71 réfugiés sont arrivés à Bordeaux par avion depuis la Moldavie \(francebleu.fr\)](http://francebleu.fr)

CALAIS

Le 6 avril 2022, les 3 boîtes aux lettres installées pour défendre les lieux de survie des personnes exilées et stopper les expulsions illégales ont été détruites. Cet acte tend à empêcher de manière déloyale les personnes exilées de se défendre devant la justice face aux propriétaires des terrains en cas de requête en expulsion. Ces boîtes aux lettres, sur lesquelles les noms des habitants des lieux de vie sont marqués, redonnent leur identité aux personnes exilées habitant là. Au contraire les autorités, sous prétexte d'impossibilité d'identifier les personnes, expulsent les habitants sans leur accorder le droit de se défendre devant un juge. L'affichage des textes de loi au-dessus des boîtes rappelle que les procédures d'expulsions menées par les autorités sont illégales et arbitraires. La destruction des boîtes et des panneaux quelques jours après leur installation témoigne d'une volonté glaçante d'effacer l'identité des personnes exilées les privant encore de leurs droits fondamentaux.

Lors des revendications des militants du nord de la France, parmi lesquels trois avaient entamé une grève de la faim pour protester contre les conditions de vie des exilés, revendications des militants du nord de la France, parmi lesquels trois avaient entamé une grève de la faim pour protester contre les conditions de vie des exilés. Le patron de l'Office français de l'immigration et de

l'intégration (Ofii), en novembre 2021, avait été envoyé en médiateur à Calais par les autorités. À la suite de rencontres avec les militants et les associations, il avait annoncé plusieurs mesures : Proposer "systématiquement" des hébergements aux migrants lors du démantèlement de leur campement, plus d'évacuation surprise, délai de 45 minutes accordé pour laisser aux exilés le temps de récupérer leurs effets personnels... 6 mois après :

1) "Les autorités n'ont jamais proposé d'hébergements lors des évacuations". Des navettes passent du lundi au vendredi de 11h à 14h rue des Huttes, à Calais, pour orienter les exilés vers des centres d'hébergement de la région. Mais ce système est "déconnecté des expulsions de camps". "Les personnes s'y présentent volontairement, il n'y a aucun lien avec les démantèlements", et selon les associations, la police n'informe pas les migrants de ce dispositif lors des évacuations.

2) Les migrants ne seraient jamais prévenus en amont du démantèlement de leur camp. Depuis le 1er janvier, 560 expulsions ont été effectuées sur les lieux de vie des exilés à Calais. Et pour le seul mois d'avril, ce chiffre s'élève à 102, d'après les chiffres de HRO.

3) Les associations reconnaissent qu'il y a moins d'affaires saisies pendant les démantèlements. Les migrants présents au moment de la venue de la police peuvent désormais sortir du terrain avec leurs effets personnels et leurs tentes. Parfois, les personnes ne sont pas là au moment des opérations et ne peuvent donc pas récupérer leurs affaires et leurs tentes. Certains sont partis à des rendez-vous ou sont allés chercher à manger et ne retrouvent plus leurs affaires lorsqu'ils reviennent sur le campement. Et même si la personne arrive entre temps, il est déjà trop tard. Une fois que la tente est prise par les agents de nettoyage, les policiers considèrent qu'ils ne peuvent plus rien récupérer.

4) Mi-janvier, un lieu de stockage des biens personnels des migrants perdus ou confisqués lors des évacuations a ouvert à Calais. Les exilés peuvent s'y présenter spontanément pour récupérer leurs affaires, aux horaires d'ouverture (de 13h à 16h du lundi au vendredi). Mais pour les humanitaires, ce dispositif inédit ne fonctionne pas. "Ce n'est pas un système de récupération mais de redistribution". "C'est au premier arrivé, premier servi". Les sacs à dos, les téléphones ou les papiers d'identité sont restitués aux migrants qui peuvent se justifier. Mais les tentes, les couvertures, les bâches ou les vêtements sont donnés au premier venu, sans que ces affaires ne soient nominatives. Pour la simple et bonne raison, qu'il est "impossible de nommer le premier propriétaire". Les associations critiquent aussi un lieu éloigné des lieux de vie des migrants. Conséquences selon les militants : peu de personnes s'y rendent. Par ailleurs, au moment des évacuations, quand la police prend leurs affaires, personne ne leur explique comment les récupérer. Donc les gens ne savent pas où aller.

DINARD

Une cinquantaine de réfugiés ukrainiens arrivaient en Bretagne par un car affrété par une association créée par le Diocèse de Rennes. Trois familles, soit 18 personnes au total, ont été prises en charge par Dominique Gérard, diacre de la paroisse Dinard-Pleurtuit. L'une d'entre elles vit au sein de la Maison Saint-François, une communauté chrétienne installée à Dinard. C'est un foyer où vivent des chrétiens et séjournent des vacanciers. Elle est composée d'un jardin, d'une grande maison composée de pièces communes et de chambres, et de logements séparés. C'est dans l'un de ces logements que vit la famille ukrainienne depuis deux semaines. Tous les cinq viennent de Kramatorsk, ville du Donbass qu'ils ont fui quelques jours avant le bombardement de la gare. Ils se sont enfuis jusqu'en Pologne où ils sont montés dans le car affrété par le Diocèse de Rennes. Une membre de la Maison Saint-François se souvient : "*Ils sont arrivés avec de petits sacs, c'était assez impressionnant, de voir qu'ils arrivaient du bout du monde avec trois fois rien.*" "*On avait tout aménagé. Le frigo était rempli grâce à pleins de bénévoles de la Paroisse, de l'association Saint-Vincent-de-Paul, du Secours Catholique, des Restos du Cœur et de la Banque Alimentaire. Quand la maman est arrivée, elle était heureuse. On était soulagé de voir qu'ils se sentaient bien*

ici." Depuis, des dizaines de bénévoles les épaulent et les accompagnent à la Préfecture, à la banque ou pour trouver un travail. Les parents ont d'ailleurs déjà trouvé un emploi. Le père va travailler comme ouvrier sur un chantier. La mère, dans une usine qui fabrique des crêpes. Une franco-ukrainienne qui vit à Dinard depuis près de 20 ans et qui fait la traduction : "*Pour eux, c'était la meilleure façon de s'intégrer et de rencontrer des gens. Et puis, ils ont toujours travaillé !*" Deux professeurs de français vont venir pour donner des cours, ce qui rassure l'aînée de la fratrie, âgée de 16 ans. Lundi prochain, elle et ses deux petits frères feront leur rentrée des classes. "*Elle n'a pas peur mais elle se demande comment elle va échanger avec les autres*". Pour l'instant, elle se débrouille avec une application de traduction sur son téléphone. Une nouvelle vie se dessine pour la famille. Seul le bruit des avions les ramène parfois brusquement à la guerre dans leur pays.

[Ukraine : à Dinard, une famille accueillie par des dizaines de bénévoles grâce au Diocèse de Rennes \(francebleu.fr\)](http://francebleu.fr)

DORDOGNE – PÉRIGUEUX

Une ukrainienne réfugiée depuis trois semaines à Thenon, en Dordogne, dans un logement prêté par des bénévoles du Périgord noir doit accoucher dans un mois d'une petite fille. Il y a encore quelques semaines, elle était réfugiée dans la baignoire de la maison familiale, dans la ville de Mykolaïv, sous les bombardements russes. Elle a fui avec sa sœur, et leurs cinq enfants. Une des volontaires qui l'ont fait venir en Dordogne : "*Étant moi-même enceinte, je ne pouvais pas imaginer une femme enceinte de huit mois en Pologne, dans un appartement sans matelas, sans nourriture*", explique-t-elle. Le périple de de la future mère et de sa sœur à travers l'Europe a été plus dur que pour d'autres : "*On avait peur de venir, parce qu'il y a beaucoup de rapt de femmes et d'enfants réfugiés, on ne savait pas à qui se fier*". La route a été éprouvante. A l'arrivée en Dordogne, il a fallu soigner les bronchiolites des enfants, et faire le suivi de grossesse en France, dans une langue qu'elle ne connaît pas : "*On a eu la chance extraordinaire de trouver une gynécologue à l'hôpital de Périgueux qui est d'origine russe, et qui a pu lui parler et la rassurer*". La jeune femme compte retourner chez elle : "*il y a mon mari là-bas, et toute ma famille*". Son mari ne peut pas venir la voir pour l'accouchement, la loi ukrainienne l'interdit parce qu'il est en âge de combattre. Il vivra la naissance de sa fille en vidéo, avec le téléphone portable.

[Une Ukrainienne enceinte réfugiée en Dordogne va accoucher de son bébé en France \(francebleu.fr\)](http://francebleu.fr)

GENNEVILLIERS

Les 93 salariés sans papiers d'une société d'intérim RSI en sont à six mois de grève (voir lettre 23). Ils veulent obtenir une régularisation massive de tout le groupe. « On est en France depuis des années, on travaille dur. Ces papiers, on ne les vole pas » . Ces dernières semaines, la situation a quelque peu évolué. Après d'incessantes tentatives, des manifestations, des demandes de rendez-vous avec le préfet, une députée et un conseiller général PC, ont été reçus le 5 avril 2022 en préfecture avec un document capital : un tableau recensant la situation de chaque gréviste, ses contrats de travail, ses fiches de paye etc. « D'après le préfet, 30 sont régularisables. On est loin du compte mais c'est une avancée. Il faut veiller quand même à ne pas se diviser. C'est sans doute ce qu'ils espèrent ». « Le problème c'est que tout le monde n'a pas les fiches de paye. RSI établissait un contrat de travail, payait mais n'envoyait pas systématiquement les fiches. Si le préfet se base là-dessus, ça va encore coïncider. Mais cela va dans le bon sens il y a deux mois, on en était au point mort ». Le Collectif des sans-papiers de Vitry a organisé et structuré la colère et fait le lien avec deux autres mouvements similaires : ceux de Chronopost à Alfortville Val-de-Marne) et DPD, une autre la poste, au Coudray-Montceaux, en Essonne. Ce collectif s'occupe de la logistique, de l'intendance et subvient à leurs besoins. « *On a lancé deux caisses de grèves sur Internet et organisé des collectes lors de manifestations ou de meeting de partis de gauche*, précise le porte-parole du collectif. *Nous sommes puissants. Malgré la durée de leur conflit, ils ne sont pas en danger économiquement. Nous sommes sur du temps long mais au moins, la préfecture a reconnu qu'il s'agit d'un mouvement collectif.*

C'est nouveau et cela permet d'espérer ! ». La remise d'une **carte de citoyenneté gennevilloise**, le 16 mars 2022 a permis de maintenir l'unité et de galvaniser les troupes. Ce document, sans valeur juridique est pourtant lourd de sens. « *Pour un sans-papiers, c'est quand même un début de papier, et il a montré son utilité.* » Cette carte, selon le maire de Gennevilliers, montre « *la solidarité d'une ville à ces hommes* ». « *Il y a quelques jours, deux camarades ont été arrêtés pour une histoire de ticket de métro. Ils ont montré le seul papier qu'ils avaient, cette carte. Les policiers les ont laissés partir sans même une amende* ». « *Ils tiennent le coup depuis six mois mais ils en payent le prix fort. Six mois à bivouaquer et se battre au pied de la N 315 quand même. Ils sont allés trop loin pour faire marche arrière : même en faisant traîner le dossier, l'État ne va pas se débarrasser d'eux !* »

Indre-et-Loire, LIGUEIL

Ligueil, une commune dans le sud de l'Indre-et-Loire, et des particuliers ont demandé de rendre l'accès à des sites touristique gratuit pour tous les Ukrainiens sur présentation de l'autorisation provisoire de séjour (APS) délivrée en préfecture. Les châteaux de la Loire comme ceux de Villandry, Azay-le-Rideau, Chenonceau, Montrésor mais aussi le Zoo de Beauval et le Futuroscope ont répondu favorablement en envoyant gratuitement des billets. Les réfugiés ukrainiens partiront dans un minibus, prêté par l'EHPAD de la commune. Le **carburant est pris en charge** par le Centre communal d'action sociale (CCAS). "*Les besoins élémentaires de l'hébergement, de l'hygiène et de la scolarité ont rapidement été réglés grâce aux initiatives collectives. Mais quand on est loin de chez soi, les journées peuvent être longues.*" Il s'agit également de leur faire découvrir les richesses des deux régions qu'ils ont à proximité : la Nouvelle-Aquitaine et le Centre-Val-de-Loire.

[Le Futuroscope va rendre l'entrée gratuite pour les réfugiés ukrainiens \(francebleu.fr\)](https://francebleu.fr)

LE HAVRE

Un rassemblement est prévu pour le mercredi 4 mai 2022, à 17 H devant la sous-préfecture du Havre. 18 enfants se retrouvent sans logement souvent suite au rejet de leur demande de droit d'asile et à leur expulsion des CADA. Ce ne sont ni des conditions de vies décentes pour les familles ni des conditions d'études acceptables pour les enfants. Ils sont pour la plupart scolarisés et leurs parents n'ont pas obtenu l'asile et n'ont pas de titre de séjour, (celui-ci n'ayant pas été renouvelé ou étant en cours d'étude par la sous-préfecture). D'autres ont souvent déjà reçu une OQTF, avec des recours en cours ou rejetés. La situation se complique d'autant que les places d'hébergement sont de plus en plus dédiées aux réfugiés ukrainiens réduisant de ce fait les réponses apportées par le biais du 115. A défaut d'être au Havre, on peut **signer la pétition** :

<https://reseau-resf.fr/Petition-Pas-d-enfants-a-la-rue>

LYON

La famille qui vivait depuis plusieurs années dans une caravane, sans eau ni électricité, ni chauffage, puis qui a été hébergée depuis trois semaines à l'école Renan, a désormais un logement digne de ce nom. La mobilisation du collectif «Renan sans toit» a payé : la famille va être logée dans un hébergement d'urgence, « la Maison de la veille sociale », mandatée par la préfecture.

Un squat où vivent une cinquantaine d'adolescents sans papier a obtenu un sursis jusqu'en avril 2023. Ils y sont soutenus par le collectif de soutien aux migrants de la Croix-Rousse. Ces jeunes migrants venus de Guinée-Conakry, du Cameroun ou de Côte d'Ivoire, âgés de 15 à 17 ans, espèrent obtenir leur reconnaissance de minorité et la prise en charge qui s'en suit par les autorités. Mais cela peut prendre plusieurs mois et en attendant « *c'est ça ou la rue, et je préfère être ici que dans une tente dans le froid* ». Le squat se maintient aussi grâce aux dons de particuliers.

MARSEILLE

L'ASC Vivaux-Sauvagère, club de foot dans le 10e arrondissement de Marseille, a ouvert ses portes à 14 jeunes réfugiés ukrainiens : filles et des garçons âgés de 6 à 14 ans. Le club a fourni un équipement complet aux quatorze arrivants. *"En foot, on comprend tout avec des gestes. C'est très important de venir aujourd'hui, même si c'était difficile parce qu'on ne connaît pas la ville. L'intégration commence par le football. Après, ça va être l'inscription à l'école, puisqu'on ne sait pas quand on va pouvoir rentrer."*

[À Marseille, le club de foot Vivaux-Sauvagère accueille 14 nouveaux licenciés ukrainiens \(francebleu.fr\)](http://francebleu.fr)

MAYENNE - La Chapelle-au-Riboul

Une quarantaine de femmes et d'enfants ukrainiens vont passer la journée à Cancale, en Ille-et-Vilaine. Pour le Maire : *"Elles ont suffisamment en termes de nourriture, d'alimentation, toute la première nécessité est pallié correctement. On voulait vraiment leur offrir une belle journée, qu'elles puissent partir une journée à la mer avec leurs enfants."* Transdev STAO, une entreprise de transport basée notamment à Laval, a prêté un car gratuitement pour la journée. La mairie de Cancale a organisé plusieurs activités pour le groupe mayennais : une visite de la ville et de son port, une dégustation d'huîtres sur le célèbre marché et une balade sur la pointe du Grouin. Des activités inédites pour ces réfugiés qui viennent parfois de grandes villes ukrainiennes. La chargée de mission à la mairie de La Chapelle-au-Riboul : *"Se retrouver dans une commune de 500 habitants, on peut vite tourner en rond !. Nos réfugiés sont déjà allés sur Laval une fois mais là, voir la mer, ça va vraiment leur faire du bien."*

[bon bol d'air en Bretagne pour des Ukrainiens réfugiés en Mayenne \(francebleu.fr\)](http://francebleu.fr)

NICE

Les réfugiés ukrainiens accueillis à Nice au centre installé au boulodrome, doivent maintenant obligatoirement porter le masque, dès lors qu'ils ont plus de 11 ans. Une mesure pour faire face *"à la promiscuité"*. Cette décision de la préfecture des Alpes-Maritimes vise à protéger ceux qui résident dans ce centre de transit pendant quelques jours avant d'être transférés dans d'autres départements. Cette mesure doit permettre *"d'éviter que les réfugiés ne tombent malades"*, explique la préfecture. Le masque est obligatoire dans *"les espaces communs et partagés jusqu'au 2 mai 2022"* précise la préfecture. Environ 1 688 personnes sont passées dans le centre, depuis son ouverture.

[Le masque devient obligatoire au centre d'accueil des réfugiés ukrainiens à Nice \(francebleu.fr\)](http://francebleu.fr)

NORD

Durant le week-end pascal du 16 avril 2022, sous un grand soleil, avec une météo clémente, les tentatives de traversées de la Manche ont repris de plus belle. La police a interpellé 11 passeurs. Tout s'est pas passé à plusieurs points du littoral du Nord. Les forces de l'ordre ont saisi du matériel utilisé pour tenter de rejoindre l'Angleterre, comme des canots pneumatiques. Selon la police du Nord, plus de 600 personnes ont été empêchées de traverser sur ces trois jours du week-end pascal.

[Onze passeurs interpellés par la police dans le Nord \(francebleu.fr\)](http://francebleu.fr)

PARIS

Environ 80 exilés - originaires pour beaucoup du Soudan, d'Érythrée, d'Éthiopie ou encore de Somalie - ont pris possession du 17 rue Saulnier, dans le 9e arrondissement de Paris lundi 18 avril 2022 avec l'aide du collectif « La Chapelle debout », qui épaula les migrants depuis

2015. Le bâtiment, appartenant à une société d'assurance, est inoccupé depuis au moins trois ans. Les locaux ont été investis pour être transformés en lieu de vie à destination des personnes étrangères sans-abri. Dans les étages, les bureaux font office de chambres. Au rez-de-chaussée, des espaces de vie communs ont été aménagés et des adresses utiles sont accrochées aux murs. Une banderole déployée sur un bâtiment indique leur présence : "*Non au racisme*", "*Les migrants méritent la justice*", peut-on y lire en français et en arabe.

La majorité des exilés vivaient il y a encore quelques jours dans les rues du nord de Paris, et profitent de la quiétude pour se reposer, un toit au-dessus de leurs têtes. "*Je dors enfin d'un vrai sommeil, ça ne m'était pas arrivé depuis que je suis en France*", explique un Nigérian de 24 ans, tout juste sorti du lit. "*Dehors, la police te réveille toutes les nuits et te chasse, il faut chaque fois trouver un nouvel endroit où se reposer, sans se faire repérer*", continue le jeune homme, qui vit à Paris depuis un mois. "*Ici, je n'ai plus peur*". "*Bien sûr que c'est mieux ici que dans la rue, mais rien n'est sûr. On ne sait pas si on pourra y rester longtemps*", confie un Éthiopien de 33 ans, dont la demande d'asile a été rejetée. "*Si ça ferme, on devra retourner sous une tente à la Chapelle. En France, c'est culturel de dormir dehors, non ?*", ajoute un Érythréen de 30 ans. La situation lui paraît si ubuesque qu'il ne peut s'empêcher de le dire en rigolant. Il a obtenu le statut de réfugié en France, mais malgré ses documents en règle, il ne trouve pas à se loger, faute d'emploi et de maîtrise de la langue française. Il est donc contraint de vivre sur les trottoirs du nord de Paris.

Pour l'heure, les policiers se montrent plutôt compréhensifs et les autorités n'ont pas entamé de procédure d'expulsion. "Les élections nous protègent un peu. Entre les deux tours, il ne se passera rien. On verra bien après", pense un membre de la Chapelle debout. Il faut dire que le lieu est sous le feu des projecteurs depuis son installation. Des élus écologistes (EELV) et de la France insoumise (FI) sont venus visiter le squat cette semaine pour apporter leur soutien au groupe.

Les exilés et le collectif comptent bien s'y installer dans la durée. Pour éviter que le bâtiment ne devienne un centre d'hébergement informel et ne soit évacué rapidement, les entrées et sorties sont filtrées. Les militants veulent maintenir le nombre d'habitants en dessous de la centaine, "*pour que ça reste calme et organisé*". Et cela signifie qu'il faut refuser des personnes à la rue. "*On ne veut pas qu'il y ait trop de monde et que l'immeuble devienne un hôtel*". Le collectif souhaite faire du squat un lieu d'organisation politique pour les migrants et leurs soutiens. "*Une base pour s'organiser politiquement et pour porter la voix des immigrés, lutter contre le racisme, pour l'obtention de papiers et d'un logement, et enfin faire cesser les discriminations*", et pour cela, il est préférable de rester en petit comité. En 2019, les militants accompagnés de migrants avaient brièvement occupé le Panthéon, avec les mêmes revendications : la fin des expulsions et la régularisation de tous les sans-papiers.

PAU

La culture ukrainienne était présentée samedi 23 avril 2022 matin dans les Halles de Pau. C'était l'idée de l'association Vesna 64 qui a installé des stands. Des membres de l'association avaient disposé des étals avec des produits ukrainiens : couronnes de fleurs, poupées, tableaux, etc. Le but était de sensibiliser les Béarnais au sort des réfugiés ukrainiens contraints de fuir leur pays à cause de la guerre en Russie. Par ailleurs, les Ukrainiens qui vivent en Béarn depuis plus ou moins longtemps étaient aussi les bienvenus. Des dizaines de passants se sont arrêtés et ont donné de l'argent. Une ukrainienne, sur le stand : "*Les gens peuvent faire des dons pour l'Ukraine et tout l'argent sera envoyé là-bas pour aider. On fait ça parce que nous ne savons pas comment aider et on fait tout notre possible.*"

[Guerre en Ukraine : un stand de spécialités ukrainiennes dans les Halles de Pau \(francebleu.fr\)](https://francebleu.fr)

REIMS

Cinq artistes ukrainiennes en contrat avec le Grand Cirque Royal Zavatta en

représentation à Reims jusqu'au 1er mai 2022. D'autres doivent arriver jeudi 21 avril 2022. Ici Avec la guerre en Ukraine, une grande partie de la troupe a changé. Avant le conflit, la troupe est composée d'artistes venant de pays différents, dont la Russie. A la fin février 2022 le cirque décide de décommander les artistes russes. *"C'était impossible de les garder"*, indique le directeur artistique du Grand Cirque Royal Zavatta. *"Nos contacts du milieu du cirque ukrainien nous informaient que certaines artistes étaient encore en Ukraine et qu'elles pouvaient partir. Alors on a décidé de les accueillir, bien sûr. Elles étaient éparpillées dans différents aéroports d'Europe après avoir fui en catastrophe leur pays : tout se faisait au dernier moment. notre nouvelle chanteuse est arrivée avant-hier !"* Ici, ces artistes sont en sécurité. Certaines hésitent même à s'installer en France. *"On ne peut qu'essayer d'imaginer ce qu'elles ressentent. Avec nous, elles dansent, elles chantent, mais leurs pensées sont ailleurs, c'est évident."* . L'une d'elles : *"Bien sûr qu'on souhaite rentrer en Ukraine. Mais c'est impossible, on le sait. Certaines d'entre nous hésitent à rester en France, s'y installer dans la durée..."*.

[Reims : le Grand Cirque Royal Zavatta accueille des artistes ukrainiennes \(francebleu.fr\)](https://francebleu.fr)

SAINT-ÉTIENNE-DE-CROSSEY

Vera, une petite fille ukrainienne, est née en Isère. Elle pèse 3,5 kilos et a pointé le bout de son nez ce vendredi 15 avril au matin à l'hôpital de Voiron. La maman, est logée à Saint-Etienne-de-Crossey, près de Voiron, où elle s'est réfugiée pour fuir la guerre dans son pays, en Ukraine. Elle et son bébé se portent bien. originaire de Dnipro, ville du centre de l'Ukraine déjà touchée par des frappes aériennes. Elle est arrivée à Saint-Étienne-de-Crossey au milieu du mois de mars. Elle a été récupérée, avec sa belle-mère et son premier fils de six ans, à la frontière entre l'Ukraine et la Moldavie pour être rapatriée en voiture par un habitant du village. Son mari, lui, a dû rester dans le pays. Le trajet a cependant été trop éprouvant pour la jeune femme de 32 ans. À un mois du terme de sa grossesse, elle était très fatiguée. Elle a donc été déposée à Bucarest en Roumanie. Finalement, elle a pu prendre un avion Bucarest-Francfort-Lyon pour arriver en France. Son intégration à Saint-Étienne-de-Crossey s'est très bien passée. Elle a été logée dans une maison appartenant à une famille du village, et son fils de six ans a pu rentrer à l'école. Elle a été prise en charge dès son arrivée par l'hôpital de Voiron pour suivre ses dernières semaines de grossesse. Dans un message adressé à une élue de Saint-Étienne-de-Crossey, très active dans l'accueil des réfugiés, elle remercie toutes celles et ceux qui lui sont venus en soutien. *"Je suis très reconnaissante envers tous ceux qui m'ont aidée à être en sécurité ici et à donner naissance à mon bébé en France, écrit-elle. Dans un beau pays où il n'y a pas de guerre et où vivent des gens au grand cœur."* Elle ne compte pas rester longtemps à Saint-Étienne-de-Crossey. Son objectif est de retrouver au plus vite son mari en se rapprochant de la frontière ukrainienne pour lui présenter leur petite fille. Mais pour l'instant, elle n'a pas de point d'ancrage sur place, et doit reprendre quelques forces avant d'envisager la suite.

[Isère : une réfugiée ukrainienne donne naissance à une petite fille à l'hôpital de Voiron \(francebleu.fr\)](https://francebleu.fr)

TOURS

Le 20 mars dernier, Dacha quittait son pays et sa ville, Mykolaiv, au sud-ouest de l'Ukraine, au bord de la Mer noire, "en deux heures", raconte la jeune femme. A cause des bombardements, elle s'enfuit avec sa mère, direction la Touraine où une amie installée en banlieue de Tours les accueille. Depuis deux semaines, une ukrainienne de 19 ans, travaille en tant que stagiaire à la boulangerie "La Coquinière" à Tours, grâce à une cliente ukrainienne qui a parlé de la jeune femme aux patrons. La co-gérante a regardé à quel poste elle pouvait la faire travailler, et a accepté de la mettre à l'essai, sur un poste polyvalent. *"Je m'assure que c'est régulier, que je fais des boules de 50 grammes à chaque fois, ensuite je mets les boules de pâte sur la plaque "*, la jeune femme montre, couteau à la main, comment tailler de la pâte à cookies. *"Ici, le matin, je prépare les sandwiches, les hamburgers, et après j'aide les pâtisseries, j'épluche les pommes, je fais le ménage"*.

Elle parle très peu français, mais essaie, elle note les mots importants dans son cahier. Avec ses collègues, elle tente de se faire comprendre en anglais, en français, ou avec les mains quand c'est compliqué. La communication passe aussi parfois par le téléphone portable, qui traduit de façon approximative des mots français en ukrainien ou en russe. Dans la boulangerie, la jeune femme fait déjà l'unanimité parmi ses collègues. *"Elle est toujours là quand on a besoin d'aide, elle en a envie quoi"*. Une collègue raconte : *"son papa est agriculteur, comme le mien, donc forcément... Elle est hyper courageuse, et moi je prends ça à cœur, ça me touche vraiment"*. *"On sent une réelle motivation et une envie de réussir, c'est une fille très courageuse"*, appuie la co-gérante, qui lui a donné sa chance, et qui va continuer à lui faire confiance : La jeune fille va signer un CDD en tant que commis dans la boulangerie, en attendant que la situation s'améliore en Ukraine. Travailler c'est en tout cas indispensable pour la jeune fille : *"en Ukraine, je faisais des études d'hôtellerie et de restauration, donc ça n'est pas très éloigné. Travailler ici, outre l'aspect financier, ça me permet aussi de ne pas penser à la guerre toute la journée, surtout que je recherche tout le temps des informations sur ce qui se passe chez moi, sur internet, et par mon père qui est resté là-bas"*.

Tours : Dacha, une réfugiée ukrainienne, trouve un travail dans une boulangerie (francebleu.fr)

VAUCLUSE

En Vaucluse, plus de 350 réfugiés ukrainiens ont été accueillis. Une infirmière libérale de 54 ans, héberge chez elle, à Apt, quatre mamans ukrainiennes et leurs cinq enfants depuis le début du mois de mars. Elle vit dans une maison de 200 mètres carrés avec sa fille. Elle a largement la place pour les accueillir. Sauf que neuf personnes en plus à la maison, ça veut aussi dire une facture d'eau et d'électricité qui augmente. *"De deux au quotidien, on est passé à onze. Donc les douches tous les jours, c'est onze. Pareil pour l'électricité et les courses."* Même si les Restos du Cœur nourrissent en grande partie ces réfugiés, elle doit tout de même faire des courses d'appoint. Sans compter le chauffage : *"J'ai dû le remettre en route parce qu'ils étaient épuisés et avaient froid. J'ai racheté une cuve de fioul alors que je ne comptais pas en prendre avant l'hiver prochain."* a demandé une aide financière à la mairie d'Apt et à la préfecture du Vaucluse. Elle lui a été refusée. *"Je ne demande rien pour le loyer, juste d'avoir de quoi subvenir aux charges supplémentaires qui incombent à l'hébergement d'Ukrainiens."* Elle a effectué toutes les démarches possibles mais *"on m'a répondu que rien n'était prévu pour ceux qui hébergent en France. Quand vous accueillez un Ukrainien, vous vous débrouillez, vous n'avez rien."* Les mamans accueillies par cette Aptésienne voudraient trouver un travail pour l'aider financièrement. Sauf qu'en n'ayant pas le permis, c'est compliqué. *"Elles sont dépendantes de moi et comme je travaille, je ne peux pas les amener partout. Il n'y a pas de bus là où on vit"*. En plus, elles ne parlent ni français, ni anglais. *"Il faut forcément un travail manuel. En usine, il y a un protocole de sécurité, elles ne peuvent pas y être embauchées. On se rabat sur du ménage dans les hôtels et les restaurants, on croise les doigts."* D'ici la mi-mai, elles pourront au moins alléger le tarif des courses. L'État leur permettra de dépenser 17 euros par jour dans des magasins alimentaires. Mais en attendant, tout est à la charge des hébergeurs comme cette infirmière libérale.

"On a aucune aide financière" raconte une infirmière qui accueille neuf Ukrainiens à Apt (francebleu.fr)

VIENNE -Civray

la préfecture a enregistré 434 Ukrainiens dans le département de la Vienne, dont 175 enfants. Vingt-huit réfugiés ukrainiens (dont 8 enfants) sont arrivés à Civray (Sud de la Vienne). Ils sont accueillis dans les chalets d'un camping de la ville et certains font déjà part de leur envie de s'intégrer. Certains sont arrivés de Kiev après un mois de périple à travers l'Europe. *"On est bien installé ici, avec la nature et le chalet, se réjouit Tanya. On les remercie vraiment parce qu'ils nous nourrissent et ils prennent soin de nous."* La communauté de communes du Civraisien et les

services de la préfecture ont tout fait pour qu'ils se sentent bien accueillis. Ils leur acheminent nourriture et vêtements qui viennent du collectif d'aide alimentaire de Civray. D'autres sont partis de Kharkiv, ville de l'est de l'Ukraine toujours sous les bombardements russes.

L'une qui était juriste veut *travailler pour avoir un peu d'argent. N'importe quel travail, on s'en fiche mais on veut se tenir occupées.*" le maire de Civray a mobilisé ses réseaux, et il a trouvé 47 postes, peu qualifiés mais qui permettront de dépasser la barrière de la langue. Les 28 déplacés ukrainiens sont encadrés par l'association mandatée par la préfecture Audacia. Elle s'occupe des démarches administratives mais aussi du parcours de santé de ces personnes, pour assurer le suivi de leurs ordonnances ou prendre rendez-vous chez le médecin.

[Guerre en Ukraine : toute la commune de Civray mobilisée pour accueillir 28 réfugiés dans son camping \(francebleu.fr\)](#)

MANCHE

Un homme âgé de 32 ans, avait été interpellé le 1er juillet 2021 à Calais au volant d'un véhicule transportant quatre canots destinés à des exilés souhaitant rejoindre l'Angleterre. Il était recherché par les autorités depuis le 15 mai 2021. À cette époque, une embarcation de migrants est interceptée dans la Manche avec neuf migrants à son bord. Les investigations conduisent la police sur la piste d'un homme qui assure avoir vendu son bateau à un individu d'origine africaine dont il détient le numéro de téléphone. Le propriétaire de la ligne téléphonique est identifié et localisé. Il s'agit d'un homme qui a résidé un temps sur la Côte d'Opale et qui participe activement à un réseau de passeurs. Il avait déjà été inculpé à de la prison ferme pour les mêmes faits en août 2020. Deux jours après son arrestation, le 3 juillet 2021, pendant sa garde à vue, le Soudanais se plaint de douleurs abdominales. Il est alors transporté à l'hôpital de Calais d'où il réussit à s'échapper. Sa cavale prendra fin le 22 février 2022. En plus de sa peine de cinq ans d'emprisonnement pour aide aux passages de migrants vers l'Angleterre avec l'achat d'une vingtaine de bateaux dans toute la France entre le 1er mai et le 1er juillet 2021, le Soudanais a écopé de huit mois supplémentaires pour son évasion. Par ailleurs, il lui est interdit de résider sur le territoire français.

MÉDITERRANÉE

"La perte continue de vies humaines en Méditerranée ne doit pas être normalisée. Les vies humaines sont le prix de l'inaction [européenne]", a dénoncé l'agence onusienne pour les migrations (OIM) à la suite d'un nouveau naufrage le 16 avril 2022 : Trente-cinq personnes seraient mortes ce jour-là, au large de Sabratha, selon les estimations de l'OIM.

Geo Barents

Samedi 23 avril 2022, le Geo Barents, le navire de Médecins sans frontières (MSF) a porté secours à 101 personnes en détresse au large de la Libye, dans les eaux internationales. Parmi les rescapés se trouvaient quatre jeunes enfants et une femme enceinte. Une autre embarcation vide et carbonisée a été retrouvée quelques heures plus tard à la surface de l'eau. Tout porte à croire que ce canot a été intercepté par les Libyens et que ses occupants ont été rapatriés à Tripoli, selon MSF.

Le Sea-Eye 4

a quitté Salerne et se trouve dans la SAR-zone, le 26 avril 2022.

Ocean Viking

Dimanche 24 avril 2022, l'Ocean Viking, le navire de secours de SOS Méditerranée, a porté assistance à 70 migrants à bord d'une embarcation pneumatique dégonflée au large de la

Libye. Après un moment de "panique" à l'approche d'un patrouilleur libyen, tous les passagers dont 17 mineurs non accompagnés ont pu être pris en charge par le navire humanitaire de SOS Méditerranée, co-affrété avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Les photos prises par l'ONG montrent un canot pneumatique dégonflé et des passagers en tee-shirt sans gilets de sauvetage, voués à une mort certaine, sans l'intervention de l'Ocean Viking. Mercredi 27 avril dans la matinée. "Cinquante-neuf personnes en danger de mort imminente ont été secourues". Le canot pneumatique en détresse a été repéré aux jumelles par l'équipage, alors qu'il se trouvait au milieu de vagues de plus de deux mètres. Quelques heures plus tôt, en pleine nuit, l'Ocean Viking avait déjà porté assistance à 72 migrants lors d'un sauvetage "éprouvant", précise SOS Méditerranée dans son [journal de bord](#). L'opération s'est déroulée "dans l'obscurité totale, avec des vagues de trois mètres". Les naufragés étaient épuisés, et aucun d'entre eux ne portaient de gilets de sauvetage. "Un homme s'est effondré pendant l'évacuation"

LIBYE

Samedi 16 avril 2022, six migrants ont trouvé la mort au cours d'un naufrage survenu au large de Libye. Les personnes s'apprêtaient à tenter de traverser la Méditerranée à bord d'un "petit bateau en bois", selon l'OIM qui a déjà comptabilisé *"au moins 53 migrants [...] signalés morts ou portés disparus au large de la Libye cette semaine seulement"*. *"La perte continue de vies humaines en Méditerranée ne doit pas être normalisée. Les vies humaines sont le prix de l'inaction, dénonce également l'agence onusienne. Des capacités de recherche et de sauvetage dédiées et un mécanisme de débarquement sûr sont nécessaires de toute urgence pour éviter de nouvelles morts et souffrances."* *"L'absence de toute action concrète pour réduire les pertes humaines en mer et garantir une approche sûre et fondée sur les droits de l'Homme en Libye a des conséquences humaines catastrophiques"*, a récemment dénoncé l'OIM par la voix de son chef de mission en Libye.

Zouara

Zouara est connue pour être un lieu de départ des migrants vers l'Europe, via la mer Méditerranée. Environ 18 000 étrangers vivent dans la commune de 40 000 habitants. Un nombre beaucoup trop élevé pour le Maire. Il demande l'aide des autorités et des instances internationales pour repousser les exilés de sa ville. *"Au lieu de les aider à s'installer [à Zouara], les organisations doivent nous aider à renvoyer les migrants chez eux ou les inciter à régulariser leur situation"*. *"Nous ne recevons aucune aide de notre gouvernement, et nous sommes laissés seuls pour affronter cette situation"*. Si autant de migrants sont coincés dans cette ville côtière c'est que beaucoup d'entre eux ne parviennent pas à quitter la Libye. Depuis le début 2022, 4 013 personnes ont été renvoyées en Libye, selon les données de l'Organisation internationale des migrations (OIM). En 2021, 32 425 exilés au total ont connu le même sort. Ils étaient trois fois moins en 2020. Zouara est attractive pour les exilés car elle jouit d'une "bonne réputation" : les passeurs utiliseraient des embarcations en bois, moins risquées que les pneumatiques. Les migrants, eux, se disent victimes de racisme et de violences de la part des forces de l'ordre ou de la population locale. *"Quand tu rentres chez toi, on peut te mettre dans un véhicule, te tabasser et t'envoyer dans le désert"*. *"Le risque de se faire arrêter est constant et inquiète les migrants qui ont extrêmement peur"*. Mi-mars 2022, un raid nocturne a été effectué dans les appartements occupés par les exilés, dans la vieille ville. Entre 300 et 400 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été réveillées en pleine nuit par les forces de sécurité. Elles ont été arrêtées et envoyées dans les prisons du pays. *"On s'attend à en voir d'autres de cette ampleur dans les semaines qui viennent, au vu des déclarations du maire"*,

Un groupe de 542 exilés a été intercepté dimanche 24 avril 2022 et placé en détention à Tripoli. Ils s'apprêtaient à entreprendre la périlleuse traversée de la Méditerranée depuis la côte ouest libyenne. Ils ont été arrêtés par les autorités libyennes près d'une plage de Misrata, à quelque 200 km de la capitale, alors qu'ils se préparaient à monter à bord d'embarcations pneumatiques.

Pour la plupart originaires du Bangladesh, ils ont été transférés le même jour en bus vers un centre de détention près de Tripoli où "une aide humanitaire leur sera fournie jusqu'à leur expulsion vers leurs pays", a affirmé le responsable libyen.

TUNISIE

Dimanche 24 avril 2022, au moins 12 personnes ont péri dans le naufrage de quatre bateaux et 10 autres sont portées disparues. Près de 100 migrants ont pu être secourus par les forces tunisiennes, tandis que la plupart des cadavres ont été repêchés en mer. *"Les bateaux, des embarcations de fortune en très mauvais état, étaient partis des côtes proches de Sfax dans la nuit du 22 au 23 avril"*. La majorité de ces migrants étaient originaires de Côte d'Ivoire, du Mali, de Somalie ou du Nigéria, *"Une femme a été transportée en urgence vers l'hôpital mais est décédée à bord de l'ambulance. Parmi les victimes, il y avait aussi un bébé"*.

A LA FRONTIÈRE TURQUIE- GRÈCE

Le dimanche 17 avril 2022, une migrante a été retrouvée morte dans le fleuve Evros, dans le nord-ouest de la Grèce. La victime faisait probablement partie, estime la police, d'un groupe de migrants qui tentaient de traverser en bateau ce fleuve, frontière naturelle entre la Turquie et la Grèce. Son corps a été retrouvé sans vie après un échange de tirs survenu samedi, dans des circonstances encore floues. Une enquête a été ouverte. *"La nuit dernière, un groupe de dix personnes ont tenté d'entrer en Grèce à partir de la rive turque"*, a expliqué la police régionale. *"La police grecque leur a ordonné de s'arrêter, mais ils n'ont pas obéi. Puis, il y a eu des tirs venant du côté turc. Les garde-frontières grecs ont alors tiré en l'air pour se protéger."* Les policiers ont découvert un peu plus tard, côté grec, quatre hommes arrivés à la nage, et la femme flottant dans l'eau, morte tous d'origine africaine. *"La victime a reçu une balle de petit calibre dans le dos, à hauteur de la poitrine. Selon le médecin légiste, la balle a été tirée d'une courte distance"*. La femme n'a pas été tuée par une arme utilisée par les polices grecque, ou turque et estime qu'elle pourrait avoir été tuée par les passeurs.

Trente-sept personnes sont bloquées depuis plusieurs jours sur un îlot de la rivière de l'**Evros**, à la frontière entre la Grèce et la Turquie. Elles y ont passé au moins la nuit du 18 au 19 avril 2022, et les dernières informations du jour sur leur situation restent à éclaircir. Les autorités grecques ont indiqué la semaine dernière ne pas avoir pu les localiser et avoir ensuite perdu contact avec eux, La météo, froide et pluvieuse, accentue le danger pour la santé des exilés. Ils manquent, en outre, de réserves de nourriture, indique le collectif d'aide aux migrants. *"Plusieurs personnes sont malades et l'une d'elles a perdu connaissance"*, une femme, sous dialyse a besoin de son traitement. *"Nous avons un enfant malade. Il a besoin d'une ambulance. L'enfant va mourir"*. D'après les vidéos reçues du groupe, les personnes ont été *"localisées et interpellées plusieurs fois par des hommes arrivant de la rive grecque"*, relate Alarm Phone. Durant la nuit, les exilés auraient également entendu des tirs venus de Turquie.

Un second groupe 46 migrants, dont 10 mineurs, est également bloqués sur un îlot. L'organisation affirme avoir demandé lundi aux autorités grecques de leur porter secours, sans avoir reçu de réponse jusqu'ici,

Au total, depuis janvier 2022, le Conseil grec pour les réfugiés (CGR) dit avoir alerté les autorités sur la nécessité de secourir au moins 230 migrants originaires de Syrie, Turquie, Afghanistan et Irak dans la région d'Evros. Dans au moins trois cas, le CGR précise avoir eu connaissance que des exilés avaient été refoulés en Turquie sans avoir pu demander l'asile. *"Les autorités grecques utilisent les localisations spéciales de ces îlots pour refouler les gens sans les amener jusqu'au territoire turc"*

Jeudi 22 avril 2022 , les autorités grecques ont annoncé avoir secouru 64 migrants (dont 10 enfants) coincés sur le fleuve Evros,. Ce serait des syriens souhaitant demander l'asile dans l'Union européenne (UE). Le sauvetage intervient aussi après la saisine de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) par l'ONG «Conseil grec pour les réfugiés ». D'après la version des autorités grecques, qui assurent relayer les témoignages des 64 exilés, ce sont des passeurs qui les auraient déposer là, en bateau, depuis la rive turque.

le 17 avril 2022, un groupe de 13 personnes aurait été refoulé par les garde-frontière vers la Turquie, selon Alarm Phone, après avoir été déposé dans un premier temps sur un îlot proche de la commune grecque de Marasia.

Des situations inquiétantes demeurent dans l'Evros. Alarm Phone assure avoir perdu contact avec une quarantaine de personnes. Le collectif craint qu'un "pushback" vers la Turquie n'ait déjà eu lieu. La CEDH a également été saisie, par le « Conseil grec pour les réfugiés », du cas de ce groupe d'une quarantaine de personnes.

UNION EUROPÉENNE

FRONTEX

L'équipement des garde-frontières et garde-côtes de l'agence européenne de surveillance des frontières, Frontex, pour 2023 "*inclut désormais des armes létales et non-létales*", relève l'ONG StateWatch le 21 avril 2022. Les listes d'armement de Frontex "se sont allongées au fil des extensions des mandats, des effectifs et des budgets", expose l'ONG. Les acquisitions de matériel s'inscrivent dans une phase de déploiement inédite de Frontex. Depuis sa création en 2005, l'agence était uniquement composée d'agents d'États membres détachés. Mais elle a vu ses mandats renforcés en 2019, et doit désormais constituer un contingent permanent. Frontex prévoit ainsi de disposer d'un effectif propre de 10 000 garde-frontières et garde-côtes en 2027. Ils auront leur propre uniforme européen et leurs propres armes. Les armes listées dans la commande sont : bâtons télescopiques, matraques en caoutchouc, couteaux à lame droite et à lame dentée. Montant de ce seul appel d'offres : 200 000 euros. Elles leur serviront à "*exécuter leurs tâches dans les aéroports, les traversées de frontières, aux points de contrôle, sur la mer, en vol (...)*". Le financement pose, quelques problèmes, comme en Suisse, étant donné que plusieurs enquêtes sont en cours devant le Parlement européen à la suite de plaintes pour des interventions violentes ou des refoulements en pleine mer, en violation du droit d'asile, exposant les requérants à la noyade ou à l'enfermement dans les sinistres prisons libyennes.

BELGIQUE

Parmi les réfugiés ukrainiens en Belgique, se trouvent quelque 600 mineurs, arrivés sans leurs parents. Pour effectuer leurs démarches administratives, ils doivent se voir désigner un tuteur par le gouvernement belge. Mais les effectifs de ces accompagnateurs, déjà précaires avant l'arrivée des Ukrainiens, sont insuffisants. Près de 900 mineurs non accompagnés attendent d'obtenir un représentant légal dans le pays.

Les mineurs étrangers non accompagnés doivent avoir un tuteur légal, selon la loi belge, qui sera officiellement détenteurs de l'autorité parentale sur eux. En Belgique, un tuteur peut être volontaire, et travailler en indépendant après avoir suivi une formation, ou bien professionnel, pour des structures comme la Croix-Rouge ou Caritas (il s'agit alors souvent de juristes). "*Le tuteur est là pour aider le jeune dans ses démarches juridiques et administratives, lui exposer les solutions mises en place, l'accompagner quand il voit son avocat etc.*". La tâche demande une grande flexibilité d'emploi du temps - il faut pouvoir accompagner le jeune dans ses démarches à tout

moment - et rend difficile l'exercice d'une autre profession en parallèle. Or, la fonction de tuteur est très mal rémunérée. "Le tuteur 'privé' – volontaire (75 % de l'effectif total) – reçoit une indemnité forfaitaire de 605,26 euros par tutelle et par an, une indemnité forfaitaire de 85 euros pour les frais administratifs, le remboursement des frais d'envoi de courrier recommandé ainsi que des frais de déplacements. Face au manque de tuteurs, les organisations belges impliquées dans l'accueil des mineurs étrangers appellent à mieux rémunérer mais également à revaloriser la fonction. Le ministère de la Justice, dont dépend le service des tutelles, a annoncé, début avril, un investissement de 6,6 millions d'euros pour tenter d'améliorer la situation.

Les mineurs étrangers non accompagnés "doivent attendre en moyenne quatre mois pour se voir désigner un tuteur, contre un mois et demi auparavant". Environ 600 Mineurs ukrainiens ont déjà été enregistrés en Belgique. "*Ils arrivent principalement accompagnés par de la famille ou des proches. Il y a aussi eu des parents qui sont venus déposer leur enfant ici puis sont repartis*". "Les jeunes Afghans sont le groupe majoritaire parmi les Mena [en Belgique] depuis plusieurs années [...] Les autres sont souvent des jeunes Maghrébins, ou bien des jeunes Érythréens et Éthiopiens qui sont en transit et qui tentent de rejoindre le Royaume-Uni"

BULGARIE

Dimanche 17 avril 2022, au moins 84 migrants ont été expulsés de Bulgarie vers la Turquie, a indiqué une source sécuritaire. Quand ils ont été découverts, les migrants – originaires d'Afghanistan, du Maroc, de Syrie et d'Iran - tentaient de se couvrir avec des sacs pour se protéger du froid. Les exilés ont déclaré être entrés en Bulgarie par la Grèce. Ils ont été arrêtés par la police bulgare et refoulés vers la Turquie. Leurs affaires personnelles ont été volées. Un autre groupe d'une centaine de migrants a été détenu par les forces de sécurité turques à Kofçaz, toujours dans la province de Kirklareli. Ils ont ensuite été envoyés dans un centre régional en vue de leur expulsion. Ce n'est pas la première fois que des exilés sont retrouvés dénudés par les autorités turques. Si ces pratiques sont choquantes, elles sont pourtant relativement courantes en Grèce.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Bulgarie a vu arriver des déplacés ukrainiens, auxquels elle a réservé un accueil bien meilleur que celui fait aux autres exilés. Le Premier ministre bulgare a estimé que les Ukrainiens étaient "*intelligents, instruits...hautement qualifiés*". "*Ces personnes sont des Européens, donc nous, ainsi que tous les autres pays, sommes prêts à les accepter*". Environ 20 000 Ukrainiens sont déjà arrivés en Bulgarie depuis l'invasion russe le 24 février 2022, et leur nombre pourrait augmenter dans les mois à venir. Ces personnes pourraient participer à l'économie bulgare fragilisée par une très forte émigration de la population vers l'Europe de l'ouest. Dans une lettre adressée au gouvernement, l'association des organisations d'employeurs bulgares a déclaré qu'elle pourrait employer jusqu'à 200 000 Ukrainiens. Les représentants des secteurs de l'informatique, du textile, de la construction et du tourisme ont également affirmé qu'ils souhaitaient embaucher des dizaines de milliers de personnes.

La population de la Bulgarie est passée de près de neuf millions d'habitants à la chute du communisme à 6,5 millions aujourd'hui, en partie à cause de l'émigration.

CHYPRE

Les autorités et les ONG ont perdu la trace de mineurs non accompagnés : 4 ont disparu en 2019, trois en 2021 et quatre en 2022. Ils avaient été enregistrés au centre pour migrants de Pournara. Les portraits de ces mineurs, originaires de pays africains et dont certains pourraient être devenus majeurs entre-temps, seront affichés dans des endroits fréquentés par leurs compatriotes. La police de Chypre a annoncé l'ouverture d'une nouvelle enquête, plus approfondie, sur la disparition de ces 11 mineurs non accompagnés.

Cette affaire de disparitions a agité les députés ; déclaration le 14 avril 2022 : "*Si des*

enfants chypriotes étaient amenés à disparaître, la population entière serait horrifiée". Cette députée craint que les disparus soient sous l'emprise de réseaux de trafic d'organes ou d'exploitation sexuelle ; cette disparition est inacceptable dans la mesure où ils se trouvaient sous la responsabilité de l'État, à partir du moment où ils ont été enregistrés à Pournara. Pour un autre député : "les mêmes procédures, les mêmes règles, le même zèle doivent être appliqués partout où l'on présume qu'un enfant a disparu", qu'il soit exilé ou chypriote. Le Réseau européen des migrations, dans son rapport de 2020, déplorait l'écart entre les procédures théoriques et la pratique, mais aussi le manque de données comparables sur les disparitions de mineurs exilés entre pays de l'UE, ou encore, l'absence de "mécanisme uniforme de coopération transfrontalière". Les alertes de personnes disparues, dont les MNA, sont généralement regroupées dans le système d'information Schengen (SIS). Mais Chypre n'utilise pas le SIS pour y intégrer les disparitions de mineurs isolés. Entre 2018 et 2020, plus de 18 000 mineurs non accompagnés, ont disparu en Europe, selon l'organisation Lost in Europe, qui regroupe des journalistes d'investigation issus de sept pays. "Cette situation est, en partie, une conséquence des politiques migratoires mises en place", "à l'heure actuelle, et malgré ces chiffres, aucun outil n'existe au niveau international pour recenser les migrants mineurs disparus."

Les réfugiés à Chypre

En 2021, selon les autorités, près de 14 000 demandes d'asile ont été enregistrées dans le pays, contre 7 821 en 2019. Des chiffres qui pourraient être "largement dépassés en 2022", selon le bureau du Ministère de l'Intérieur. Entre janvier et mars, 5 066 demandes ont déjà été déposées. Selon lui, les demandeurs d'asile représentent au total 5% de la population de l'île, contre 1% et moins dans les autres pays de l'Union européenne (UE).

La grande majorité des demandeurs d'asile arrivent par la Turquie. Après avoir obtenu un visa étudiant, ils prennent un vol pour Ercan, une ville située dans la partie nord de l'île, sous occupation turque. Puis ils traversent ensuite la Ligne verte, une zone tampon contrôlée par les Nations unies pour entrer dans la partie sud, reconnue par la communauté internationale, et membre de l'UE.

Après quelques semaines, voire plusieurs mois, passés dans le centre de Pournara à attendre l'enregistrement de leur demande, les exilés doivent quitter le camp. C'est là que commence pour les demandeurs d'asile ce que tous décrivent comme "un véritable enfer". "Le premier problème, c'est celui du logement" : quand les exilés quittent Pournara, ils n'ont nulle part où aller. Le gouvernement ne prévoit pas d'hébergements pour les demandeurs d'asile. Ils dorment lors dans la rue. Ensuite ils recherchent un travail, mais c'est très difficile à trouver. À Chypre, les demandeurs d'asile sont autorisés à travailler en attendant le traitement de leur dossier (ce qui n'est pas le cas en France) . Mais "les critères pour obtenir un permis de travail sont très sélectifs. Et il faut d'abord pouvoir justifier d'une adresse. C'est le serpent qui se mord la queue : vous voulez un travail pour vous payer un logement mais on vous demande d'avoir un logement pour travailler". Le gouvernement verse une allocation de 261 euros par mois. Mais face à l'augmentation exponentielle des demandes, les autorités sont dépassées. De nombreux demandeurs d'asile attendent des mois avant de toucher le premier centime. De longues files d'attente de migrants réclamant le versement de leurs aides se forment chaque jour devant le bureau des services sociaux de Nicosie, de 6h du matin à 14h. Pour être sûr d'être pris en charge, beaucoup passent la nuit sur le trottoir, devant les portes du local. Sans les aides de l'État, ils n'ont plus aucun revenu, rien, car ici, c'est impossible de trouver un travail. Alors ils ne mangent pas souvent. Beaucoup d'exilés doivent affronter ces difficultés pendant deux, trois, voire quatre ans, le temps du traitement de leur demande d'asile. Bien que le gouvernement ait annoncé en 2021 réduire le délai d'attente de 50 jours ! Avec les moyens financiers de l'UE, il est prévu l'agrandissement des capacités d'accueil de Pournara, la création de centres d'hébergements, mais aussi un recrutement soutenu de fonctionnaires dédiés à l'immigration. Quant à la ligne verte (séparant les zones relevant de la

Turquie et de l'Union européenne), longue de 184 km, depuis un an, des barrières de fils barbelés sont installées. En collaboration avec Israël, des caméras seront déployées à partir d'août 2022 et des forces de sécurité dédiées patrouilleront le long de la Ligne. Cela ne changera pas le quotidien des dizaines de milliers de demandeurs d'asile coincés à Chypre, sans aucune échappatoire.

DANEMARK

Un accord signé avec le Kosovo va permettre au Danemark, partisan d'un strict contrôle des frontières, d'y transférer 300 détenus étrangers. Les ONG s'alarment du risque de violences dans des prisons saturées. Les premiers transferts auront lieu dès le début de l'année 2023, à destination de la prison de Gjilan, à 50 kilomètres au sud-est de Pristina, la capitale kosovare.

ESPAGNE

L'ONG « Caminando fronteras » a annoncé, mardi 26 avril 2022, le naufrage d'une embarcation de migrants au large des Canaries. Au moins 26 personnes, dont 13 femmes et six bébés, ont péri dans la nuit de lundi 25 avril 2022 mardi en tentant de rejoindre les Canaries. Un cadavre a par ailleurs été découvert dans le canot qui a chaviré à 244 km de l'île de Grande Canarie.

Les sauveteurs avaient été avertis du départ de 61 exilés du Camp Boujdour, au Sahara occidental. Les services de secours n'ont retrouvé que 34 migrants dans l'embarcation. Parmi les rescapés, tous originaires d'Afrique subsaharienne, se trouvent deux mineurs, 10 femmes et 22 hommes. Les survivants ont été transférés au port d'Arguineguin, à Grande Canarie.

Melilla dispose d'une triple clôture grillagée de plusieurs mètres de haut. Ces murs réputés infranchissables s'étendent sur plusieurs kilomètres autour de l'enclave. Mais de nombreux migrants avaient utilisé des "crochets" pour escalader la clôture grillagée et "jeté des pierres", ce qui leur avait permis de "déborder les forces de sécurité marocaines qui tentaient de les empêcher d'atteindre la clôture". Les autorités espèrent aller plus loin afin d'installer un matériel qui aura la capacité de détecter, reconnaître et identifier tout mouvement suspect à la zone frontalière, de jour comme de nuit. Madrid réclame entre autres des caméras vidéos et thermiques positionnées sur des stations de surveillance à différents endroits de Melilla. La Garde civile souligne que l'acquisition de ce système de surveillance complet est nécessaire pour repérer "les poches de migrants" qui se concentrent à la frontière, côté marocain, et "qui tentent d'entrer sur le territoire espagnol de manière illicite, soit par les passages frontaliers, la clôture d'enceinte ou par les brise-lames de la frontière maritime".

POLOGNE

La Pologne a accueilli six réfugiés ukrainiens sur 10, soit près de 3 millions de personnes dont beaucoup poursuivent ensuite leur route vers un autre pays européen. Avant la guerre, environ 1,5 million d'Ukrainiens vivaient déjà dans le pays, principalement des travailleurs migrants.

La Pologne offre de meilleures possibilités d'éducation spécialisée et le handicap y est moins stigmatisé qu'en Ukraine. Le pays compte pourtant 2,7 millions de personnes souffrant de déficiences intellectuelles. À Cracovie, dans le sud de la Pologne, plusieurs ONG locales comme l'association « Patchwork » et « Special School 11 » tentent de faciliter l'adaptation des personnes handicapées à leur nouvelle vie en Pologne. « Patchwork » a été fondée avant la guerre par quatre mères ukrainiennes dont les enfants souffrent de troubles du développement, ainsi que par un éducateur spécialisé de Russie. L'association a assisté à Cracovie plus de 50 familles ukrainiennes depuis le début de l'invasion russe, le 24 février 2022. Accéder à un logement adéquat, dépasser les barrières linguistiques, suivre une thérapie longue et réussir à financer le coup de la vie font partie des principales préoccupations de ces familles. *"Nous les aidons à rester debout, en accompagnant les familles dans les premières étapes du processus d'intégration". "Nous les aidons à remplir les*

documents polonais pour demander le statut d'invalidité et pour que les enfants soient admis dans les crèches et les écoles. On garde toujours en tête le défi que cela a représenté pour nous-même lorsque nous sommes arrivés en Pologne." "La plupart des crises d'une enfant ont été atténuées par le CBD : principe actif de la marijuana. Contrairement à la Pologne, où le CBD est légal, il est interdit en Ukraine et s'en procurer est compliqué et risqué. La légalisation du cannabis à des fins médicales pourrait aussi aider les soldats blessés au combat à supporter la douleur une fois la guerre terminée.

ROUMANIE

Ils pensaient rester quelques jours à peine avant de poursuivre leur route plus à l'ouest, et finalement ils restent : 70 à 100 000 déplacés ukrainiens - en grande majorité des femmes et des enfants - ont choisi de poser leur valises en Roumanie. Et les arrivées continuent : on compte 757 047 ukrainiens réfugiés au 21 avril 2022. Au-delà de la réponse humanitaire d'urgence, l'enjeu est désormais l'intégration, notamment par le travail. À Cluj-Napoca, deuxième ville de Roumanie, la société civile se mobilise pour relever le défi.

ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

État des lieux en Ukraine au 15 avril 2022

Plus de 870.000 Ukrainiens étaient rentrés dans leur pays depuis le début de l'offensive militaire en cours. Contrairement aux premiers jours quand il s'agissait essentiellement d'hommes, parmi les récents rapatriés figurent maintenant des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ces retours de réfugiés ukrainiens signifient aussi que « *les gens auront besoin d'aide pour réintégrer leurs communautés ou trouver des communautés d'accueil appropriées si le retour chez eux n'est plus viable* ».

Chiffres, publiés mercredi 20 avril 2020

Moins de deux mois après le début de la guerre en Ukraine, plus de 5 millions de personnes ont fui l'attaque russe du pays, a indiqué le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) à travers les derniers chiffres, publiés mercredi 20 avril 2020.

En tout, **5 034 439** Ukrainiens ont **quitté leur pays** depuis le début de l'invasion russe, selon l'agence onusienne. Ces chiffres représentent aussi "cinq millions d'histoires singulières de pertes et de traumatismes".

218 000 étudiants et travailleurs étrangers (le Nigeria, le Cameroun ou le Maroc) ont quitté l'Ukraine. Ainsi, ce sont plus de **5,25 millions de personnes au total qui ont fui l'Ukraine** depuis le début de la guerre.

Plus de 8 millions de personnes ont **quitté leur foyer** mais se trouvent toujours en Ukraine, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Au 19 avril 2022, 549.805 personnes se sont réfugiées en Russie, et 23 759 Ukrainiens ont trouvé refuge en Biélorussie.

Au total, 12,7 millions de personnes ont fui leur foyer depuis le début de l'invasion russe.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a commencé à **réhabiliter des bâtiments** inutilisés et endommagés, notamment des dortoirs d'école et des hôtels, afin de fournir un hébergement temporaire plus sûr aux personnes déplacées à l'intérieur du pays dans la région de

Zakarpattia, en Ukraine, dans le cadre d'un nouveau programme de réhabilitation des abris.

Franchissements illégaux des frontières extérieures de l'Union européenne par des migrants

Ils ont fortement augmenté au premier trimestre 2022, selon des chiffres publiés mercredi 19 avril 2022 par l'agence européenne **Frontex**. Mais un franchissement peut être effectué à plusieurs reprises par une même personne.

De janvier à mars 2022, l'agence européenne des garde-frontières et garde-côtes a détecté plus de 40 300 franchissements illégaux aux frontières extérieures de l'UE. Soit une hausse de 57% par rapport à la même période de 2021. Au premier trimestre 2016, dans la foulée de la crise migratoire de 2015, ces traversées irrégulières avaient atteint 284 525. Pour le mois de mars 2022, elles ont augmenté de 29% (près de 11 700) par rapport à mars 2021.

Pour la zone de la Méditerranée orientale, ils ont plus que doublé (+132%) par rapport au premier trimestre 2021, en particulier via Chypre où Frontex fait état d'un triplement (plus de 5 100) au cours des trois premiers mois par rapport au premier trimestre de l'année passée. Ces traversées sont surtout effectuées par des Nigériens et des Congolais.

La route des Balkans occidentaux représente près de la moitié des franchissements irréguliers avec une hausse de 115% (plus de 18 300 avec un triplement en mars à 6 650). Il s'agit essentiellement de migrants syriens et afghans. La route d'Afrique occidentale a quant à elle connu une augmentation de 70% (environ 850).

Le nombre de migrants irréguliers qui ont tenté de franchir la Manche vers l'Angleterre au premier trimestre 2022 a aussi triplé par rapport à la même période de 2021 : environ 8 900, en hausse de 190%. La moitié a été empêchée de tenter la traversée et l'autre a été secourue en mer.

Les franchissements illégaux par les frontières terrestres du flanc oriental de l'UE ont été multipliés par huit pour s'élever à plus de 950, essentiellement en mars (plus de 600) après le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine, en raison des personnes fuyant la guerre qui ne sont pas passées par les postes-frontières réguliers. "La vaste majorité des Ukrainiens est entrée légalement" dans l'UE.

EUROPE

ROYAUME-UNI

Jeudi 14 avril 2022, un **accord est signé entre Londres et Kigali sur le renvoi au Rwanda des demandeurs d'asile arrivés illégalement en Angleterre**. Selon cet accord, toutes les personnes franchissant illégalement la frontière du Royaume-Uni, soit environ 28 000 par an, seront envoyées au Rwanda, où leur dossier de demande d'asile sera traité entièrement par des officiers rwandais. En échange, le Royaume-Uni versera au Rwanda un forfait conséquent de 120 millions de livres (environ 144 millions d'euros). Le fait que les 120 millions de livres soient un forfait risque aussi de pousser le gouvernement britannique à chercher à le "rentabiliser" en expulsant le plus possible de demandeurs d'asile. Ce ne sont donc pas des officiers britanniques qui traitent les dossiers ; si l'asile leur est accordé, les réfugiés ne pourront pas aller au Royaume-Uni pour autant et devront s'installer au Rwanda.

Les modalités d'application restent en revanche assez floues : on ne sait pas comment les demandeurs d'asile seront envoyés au Rwanda ni comment ils y seront traités après leur arrivée.

Seront-ils placés dans des centres de détention, existera-t-il une procédure d'appel, pourront-ils bénéficier d'un interprète ? Le Rwanda n'est pas un modèle en matière de respect des droits humains. Le Royaume-Uni décide donc de ne plus accorder l'asile puisque seules les personnes entrées légalement dans le pays, une infime minorité, pourront le demander et y vivre comme réfugiés. Cela revient pour le Royaume-Uni à sortir de facto de la Convention de Genève. L'accord va être difficile à appliquer ; son coût va être considérable pour les Britanniques. En plus du forfait de 120 millions de livres par an, il va falloir que le Royaume-Uni déplace les demandeurs d'asile au Rwanda. Lorsqu'on sait qu'une expulsion forcée coûte en moyenne 14 000 euros par personne en France, cela représenterait de l'ordre de 400 millions d'euros en plus, par an.

L'accord va cependant avoir un effet dissuasif sur les demandeurs d'asile, même si cela dépend de la façon dont il sera appliqué concrètement. Les embarcations seront-elles systématiquement contrôlées ou seulement quelques unes d'entre elles, pour l'exemple ? Boris Johnson semble néanmoins engagé dans une logique de "quoi qu'il en coûte" sur le sujet, qui a un fort intérêt politique pour lui. Cela lui permet de montrer aux électeurs que le gouvernement ne recule devant rien pour protéger les frontières britanniques, ce qui était un des arguments chocs du Brexit.

Si cela fonctionne, on peut redouter que d'autres pays soient tentés de s'engouffrer dans la brèche. Le Danemark discutait ces derniers mois avec le Rwanda d'un projet similaire, et la réussite du Royaume-Uni pourrait le pousser à reprendre les négociations. La Hongrie pourrait, elle aussi, être intéressée. Si l'accord entre réellement en œuvre, on peut s'attendre à des conséquences pour la France, puisque les demandeurs d'asile renonçant à traverser la Manche y déposeront leur demande.

Cet accord crée la polémique au Royaume-Uni mais aussi en Europe. L'opposition travailliste a immédiatement déclaré que ce plan était "irréalisable, contraire à l'éthique et exorbitant". Chez les conservateurs, une députée a qualifié "*cette proposition de délocalisation des demandeurs d'asile au Rwanda*" de "cynique", "*d'inefficace et coûteuse*". "*C'est aussi inhumain et cela fait honte à notre fière histoire de défenseurs des droits de l'Homme et de la convention [de Genève] sur les réfugiés*". La population britannique ne semble pas adhérer à ce projet. Dans un sondage seulement 35 % disent soutenir la mesure. À Douvres, ville portuaire qui voit arriver l'essentiel des embarcations de migrants traversant la Manche, un retraité de 73 ans interrogé par l'AFP a jugé l'idée "*absolument ridicule*". Les institutions internationales n'ont pas hésité à dénoncer cette proposition du gouvernement de Boris Johnson. La commissaire européenne aux Affaires intérieures a réagi : "*Envoyer les demandeurs d'asile à plus de 6 000 km et externaliser les procédures d'asile n'est pas une politique humaine et digne*". Le Haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés affirme que le Royaume-Uni "*transfère ses responsabilités à un autre pays en sapant la pratique de l'asile dans le monde. La même pratique qui a sauvé des milliers de réfugiés, d'Ukraine et de bien d'autres endroits*". Le Haut-commissaire assistante du HCR s'interroge sur la légalité d'une telle mesure. "*De tels arrangements (...) éludent les obligations internationales et sont contraires à la lettre et à l'esprit de la Convention sur les réfugiés*", signé par l'Angleterre. "*Les personnes qui fuient la guerre, les conflits et la persécution méritent compassion et empathie. Elles ne devraient pas être échangées comme des marchandises et transférées à l'étranger pour y être traitées*". Pour les ONG le plan fait scandale : le Rwanda ne fait pas office d'exemple en matière de respect des droits de l'Homme. Human Rights Watch a affirmé que le gouvernement britannique "*continue de déchirer ses devoirs envers les demandeurs d'asile*". "*Le Rwanda a des antécédents connus d'exécutions extrajudiciaires, de morts suspectes en garde à vue, de détention illégale ou arbitraire, de torture et de poursuites abusives, ciblant en particulier les critiques et les dissidents. En fait, le Royaume-Uni a directement fait part de ses préoccupations concernant le respect des droits de l'Homme au Rwanda, et accorde l'asile aux Rwandais qui ont fui le pays, dont quatre l'année dernière*". Amnesty international au Royaume-Uni a alerté sur cet État

d'Afrique de l'Est qui possède "un bilan lamentable en matière des droits de l'Homme". "Envoyer des gens vers [ce] pays pour le 'traitement' de l'asile est le comble de l'irresponsabilité et montre à quel point le gouvernement est éloigné de l'humanité et de la réalité sur les questions d'asile". La directrice de la Croix-Rouge anglaise n'est pas "convaincue que cette mesure drastique dissuadera les personnes désespérées de traverser la Manche". "Les gens viennent ici pour des raisons que nous pouvons tous comprendre, comme vouloir retrouver des êtres chers ou parce qu'ils parlent la langue. Rendre les choses plus dures ne les empêchera peut-être pas de risquer leur vie". La secrétaire générale du syndicat de l'immigration et des frontières craint l'effet inverse. "Ce qui a été annoncé [jeudi 14 avril 2022] est susceptible de faire grimper les chiffres immédiats. Et cela signifiera que des personnes traverseront dans des conditions moins qu'idéales, mettant des vies en danger". "Nous craignons qu'ils ne paniquent et ne se blessent, ou nous blessent par inadvertance, ou nous blessent délibérément pour rester au Royaume-Uni plutôt que d'être envoyés au Rwanda".

Il est possible que cet accord ne soit pas applicable. si le texte entre en vigueur, que va-t-il se passer par exemple pour les Rwandais qui veulent déposer l'asile au Royaume-Uni ? Pour les personnes homosexuelles [l'homosexualité n'est pas pénalisée au Rwanda mais les personnes LGBT+ y sont victimes de discrimination], pour ceux ayant des liens familiaux en Angleterre, pour les mineurs non accompagnés... ? Les défenseurs des étrangers vont devoir trouver des éléments permettant aux demandeurs d'asile de ne pas être ciblés par cet accord.

Les traversées de la Manche ont fortement augmenté ces dernières années. En 2021, environ 28500 personnes ont atteint les côtes britanniques sur des embarcations de fortune, contre 8 400 en 2020. Depuis janvier 2022, ce sont déjà plus de 4 000 migrants qui ont rejoint le Royaume-Uni via la Manche. le Rwanda est en position de force face au Royaume-Uni. Selon les termes du partenariat, Kigali doit donner son autorisation pour chaque personne venant sur son sol. En somme, le gouvernement rwandais peut refuser certains demandeurs d'asile. Ils ont déjà dit qu'ils n'accepteraient pas les exilés possédant un casier judiciaire ou les personnes originaires de la région. C'est le Royaume-Uni qui peut être sous pression, et non l'inverse. La marge de manœuvre de l'UE pour empêcher de telles pratiques est un vrai problème. La réforme du système européen de l'asile est au point mort et a fait naître des tensions importantes entre les États membres, notamment sur le principe de solidarité. Mais la crise ukrainienne a montré que la solidarité pouvait exister en Europe. Cette dynamique va peut-être permettre de poser des jalons pour une coopération future entre les pays et la mise en place d'une politique commune.

En agitant un l'accord avec le Rwanda, Londres veut décourager les passages depuis la France et ainsi stopper les arrivées, qui atteignent des records. Dans les faits, cette stratégie ne se vérifie pourtant pas : ces derniers jours, plus de 1 000 personnes ont débarqué en Angleterre après avoir traversé la Manche. Entre le 14 avril 2022 [date de l'annonce de l'accord] et le 17 avril, 1 074 migrants sont arrivés via la Manche à bord de 29 bateaux. L'impact principal risque de concerner les stratégies des passeurs. Ces derniers vont probablement chercher d'autres routes, plus dangereuses et plus coûteuses, pour que les migrants arrivent en Angleterre sans se faire remarquer par les autorités. Quant aux personnes déjà présentes au Royaume-Uni, cela pourrait leur ajouter une pression supplémentaire, puisqu'il est prévu que la loi s'appliquerait rétro-activement à partir du 1er janvier 2022. Les demandeurs d'asile doivent déjà se débrouiller avec une procédure qui est très complexe, ils vivent parfois dans des centres de détention, etc. Maintenant ils pourraient, en plus, avoir peur d'être expulsés au Rwanda.

<https://www.france24.com/fr/europe/20220414-le-royaume-uni-signe-un-accord-avec-kigali-pour-envoyer-des-demandeurs-d-asile-au-rwanda>

La ministre britannique de l'Intérieur souhaitait autoriser le garde-côtes à repousser les embarcations de migrants hors les eaux territoriales anglaises ; les forces frontalières devaient intercepter les canots et les ramener côté français. Ces refoulements avaient été vivement critiquée

par les autorités françaises. La proposition devait être contestée devant les tribunaux britanniques à partir du 3 mai 2022. Plusieurs associations avaient intenté une action en justice, estimant que la Border force n'avait pas le pouvoir légal de repousser les bateaux d'exilés et qu'une telle manœuvre violerait les droits humains - en plus d'être extrêmement dangereuse pour la sécurité des exilés. La mesure controversée (qui avait reçu l'assentiment du Premier ministre) ne sera finalement pas mise en place, a indiqué, mardi 26 avril 2022, Le secrétaire général du « Public and commercial services union » s'est dit "fier" d'avoir, "aux côtés de groupes de réfugiés", empêché que "cette proposition moralement répréhensible et totalement inhumaine ne voie le jour". "Il ne fait aucun doute que des vies ont été sauvées" . Depuis janvier 2022, déjà plus de 4 000 migrants ont rejoint le Royaume-Uni par la Manche.

L'archevêque de Canterbury et primat de l'Église d'Angleterre, dans son homélie de Pâques, le 17 avril 2022, a souligné les « sérieuses questions éthiques » soulevées par l'accord avec le Rwanda, Il a estimé que celui-ci ne pouvait pas « supporter le jugement de Dieu ». « *Sous-traiter nos responsabilités, même à un pays qui cherche à bien faire comme le Rwanda, est à l'opposé de la nature de Dieu qui a lui-même pris la responsabilité pour nos échecs* ».

[Immigration : passe d'armes entre le premier ministre britannique et le primat anglican \(coordination-urgence-migrants.org\)](https://immigration.org.uk/immigration-passes-arms-between-british-prime-minister-and-anglican-primate-coordination-urgency-migrants.org)

UKRAINE

Plus de sept semaines après le début de l'invasion russe en Ukraine, 5 034.439 de personnes ont fui à l'étranger et 7,7 millions d'autres sont déplacées à l'intérieur du pays, ont souligné mardi deux hauts responsables onusiens devant le Conseil de sécurité.

AFRIQUE

RWANDA

Le Rwanda de signer jeudi 15 avril un accord très controversé avec le Royaume-Uni, qui souhaite y déporter ses migrants clandestins. Pour Kigali, ce n'est pas exactement une première, puisque le Rwanda est déjà engagé depuis plusieurs années dans divers projets d'accueil et de réinstallation de migrants. Dès 2014, un accord très opaque avec Israël prévoit l'envoi de demandeurs d'asiles vers l'Ouganda et le Rwanda. Mais une fois arrivés en Afrique centrale, beaucoup de ces migrants sont vite repartis. Kigali parle aujourd'hui d'un projet pilote rapidement abandonné. En 2019, Rwanda accepte d'accueillir des réfugiés évacués de Libye par le HCR, le temps que leur demande d'asile soit examiné par des pays occidentaux. Quelques centaines d'entre eux sont actuellement logés dans un centre d'accueil dans l'Est du pays. Kigali a également reçu des Afghans fuyant les talibans, notamment les élèves et le personnel d'un internat pour jeunes filles. Enfin, le pays est en discussions avec le Danemark, qui souhaite y externaliser ses demandes d'asile. « *Nous sommes disposés à explorer des décisions difficiles avec des partenaires de bonne foi pour pouvoir trouver une solution durable à ces questions de migration illégale* », explique le ministre des Affaires étrangères rwandais. Autant d'initiatives qui permettent au Rwanda critiqué pour sa répression de la liberté d'expression et de l'opposition, de se faire connaître comme un pays "sûr", accueillant et comme un partenaire intéressant. Dans le cas de l'accord avec le Royaume-Uni, c'est aussi une opportunité économique, puisque Londres a déjà promis un investissement de près de 144 millions d'euros pour soutenir le développement du pays. Pour faire approuver le partenariat migratoire entre le Royaume-Uni et le Rwanda, la ministre britannique de l'intérieur a utilisé une directive ministérielle, un mécanisme qui lui permet de passer outre l'opposition de son directeur de cabinet. C'est seulement le deuxième recours par le ministère de l'Intérieur depuis 30 ans. Elle est passée en force, car elle savait qu'elle n'avait pas le soutien de ses équipes. Or, un fonctionnaire n'a

que le choix d'appliquer les politiques de son ministère ou de quitter son poste. Le gouvernement a présenté le programme à la veille du week-end pascal, qui dure du vendredi au lundi, mais s'attend à des recours en justice. 160 ONG l'ont déjà appelé à renoncer.

TUNISIE

Des réfugiés en Tunisie et des demandeurs d'asile réclament leur évacuation d'un pays qui n'a rien à leur offrir, disent-ils. Malgré des documents en règle, ils ne parviennent pas à vivre dignement dans cet État du Maghreb, confronté à une crise économique et politique. *"Nous réclamons le respect de nos droits élémentaires. Nous voulons être évacués vers n'importe quel autre pays qui respecte les droits humains et la dignité humaine"*. *"Les réfugiés ne trouvent pas de logement et multiplient les emplois précaires dans le bâtiment ou l'agriculture, des secteurs dans lesquels les Tunisiens ne veulent pas travailler car c'est mal payé et les conditions y sont très mauvaises"*. Les migrants dénoncent également les attaques racistes dont ils se disent victimes. Le mouvement devant les locaux du HCR n'est pas nouveau. Un document reçu par des exilés de tout le pays, logés par l'agence onusienne, les informait qu'ils disposaient de "15 jours [...] pour quitter le foyer / la maison". *"Si vous ne respectez pas cet avis, des procédures juridiques seront instituées"*. Le HCR justifiait cette démarche par "une forte diminution de son budget annuel de l'ordre de 30 à 40 %". Las de voir leurs *"revendications ignorées"*, les réfugiés ont décidé de déplacer leur occupation dans la capitale, afin d'être plus visibles et donc mieux entendus. *"Le HCR pratique la politique de la porte fermée et ne les écoute pas"*. La confiance entre l'agence et les réfugiés semblent rompue. *"Ils ne croient pas un mot en leurs propositions et pensent que c'est uniquement dans le but de mettre fin au mouvement, sans résultat derrière"*. Le dialogue semble donc au point mort. *"Une réinstallation dans un pays tiers depuis la Tunisie est possible, mais les opportunités sont extrêmement faibles"*.

En 2021, 15 671 migrants dont 584 femmes ont réussi à atteindre le sol italien depuis les côtes tunisiennes contre 12 883 (dont 353 femmes) en 2020.

ASIE

AFGHANISTAN

Au 16 mars 2022, selon des chiffres du DHS (le *Department of Homeland Security*), 84 600 Afghans avaient rejoint les États-Unis et effectué un séjour transitoire dans l'un des sept sites militaires ouverts pour leur accueil et les formalités d'intégration. Tous en sont sortis mais ils restent sous le statut de protection qui leur donne 18 mois de répit.

LIBAN

Les corps de six personnes, dont celui d'un enfant, ont été repêchés après le naufrage d'un bateau samedi au large du Liban. Quarante-cinq personnes ont pu être secourues sur la soixantaine de migrants que transportait cette embarcation. *"Les recherches se poursuivent"*. La Croix-Rouge libanaise a déclaré avoir envoyé 10 ambulances à Tripoli. Mais l'armée avait fermé le port, ne laissant entrer que les ambulances qui faisaient des allers-retours. Les familles de certains passagers se sont rassemblées pour prendre des nouvelles, mais l'accès leur a été refusé. *"C'est arrivé à cause des politiciens qui ont forcé les Libanais sans emploi à quitter le pays"*, a déclaré un homme qui attendait des nouvelles d'un proche à l'extérieur du port. Les traversées illégales se multiplient au départ du Liban, sur fond de crise économique majeure.

Désespérés, les habitants du Liban cherchent un avenir meilleur sur le continent européen, qu'ils tentent de rejoindre au péril de leur vie. Samedi 24 avril 2022, 45 personnes sur les 60 qui avaient embarqué, ont pu être sauvées par l'armée libanaise, selon la direction du port de

Tripoli. Les militaires indiquent avoir repêché le corps sans vie d'une petite fille d'un an et demi, morte noyée. Des recherches se poursuivent.

Avec sa famille, un libanais a tenté ce week-end de prendre la mer direction l'Italie, à l'aide des passeurs qu'il avait payé 8 000 dollars mais leur embarcation a fait naufrage. « *Je voulais amener mes enfants dans un pays sûr, pour qu'ils aient un avenir meilleur. Donc on a pris la mer ... Les gardes côtes libanais nous ont repéré : un de leur bateau a essayé de nous arrêter, mais on ne les a pas écoutés. Alors ils ont foncé sur notre embarcation. Nous leur avons dit "laissez nous partir. Nous avons des enfants ! On meurt si on reste dans ce pays. Il n'y a même plus d'hôpital. Vous aussi vous avez faim et vous voulez quitter le pays. Laissez nous partir !"* » Ce naufragé accuse les militaires d'avoir laissé couler leur embarcation pour les empêcher de rejoindre l'Europe. Plusieurs membres de sa famille sont morts. Désarmé, ce père de famille se retrouve seul avec deux enfants en bas âge. « *Je voulais partir car ce pays n'a plus rien à nous offrir. Mais maintenant, que j'ai perdu ma famille je ne sais plus quoi faire. Ici, quel futur avons nous, moi et mes enfants ?* »

AMÉRIQUE

MEXIQUE

Le président ds USA a promis, le 25 mars 2022 que les États-Unis accueilleront 100 000 réfugiés ukrainiens. Ils bénéficient d'un statut temporaire protégé qui permet d'obtenir des permis de travail, mais pendant 18 mois. Cette mesure s'applique à environ 30 000 personnes déjà aux États-Unis avant le 1er mars et en attente d'une régularisation de leur statut. Plutôt que d'attendre que la bureaucratie consulaire traite leurs dossiers, des milliers de ces réfugiés ont décidé de tenter leur chance via le Mexique qui accorde facilement des visas. Une fois au Mexique, ces candidats à l'installation aux États-Unis prennent la direction de la ville frontière de Tijuana et ils obtiennent assez aisément, en deux ou trois jours, une autorisation d'entrer aux USA via le poste-frontière de San Ysidro. 3 300 Ukrainiens ont déjà réussi à entrer via le Mexique en mars 2022 (sur un total de 5 000 pour tous les USA) et autant pour la seule première semaine d'avril 2022. Dès leur arrivée à la frontière, s'ils ne sont pas bloqués par les services du CPB, ces réfugiés sont pris en main par la diaspora ukrainienne disséminée de Seattle (État de Washington où 6 200 Ukrainiens s'étaient établis avant 2022) à Philadelphie (où vivent déjà 15 000 migrants ukrainiens). D'autres sont accueillis par des églises (comme le *Lutheran Immigration and Refugee Service* de Baltimore) et des ONG qui sont déjà débordées et qui attendent une aide gouvernementale américaine qui tarde.

USA

Le ministère américain de la Sécurité intérieure a annoncé vendredi 15 avril 2022 que les États-Unis accordaient désormais le statut de « protection temporaire » aux ressortissants camerounais installés sur leur territoire. Ce statut, valable 18 mois, offre la possibilité aux ressortissants camerounais, arrivés aux États-Unis à partir du 14 avril 2022, de faire une demande d'asile politique. C'est aussi la reconnaissance, pour Washington, de la gravité de la situation sécuritaire au Cameroun. « *Les États-Unis reconnaissent le conflit armé qui est en cours au Cameroun* », Et reconnaissent les différents types de « *violences extrêmes* » que subissent aujourd'hui les Camerounais, perpétrées par les groupes armés séparatistes, par les terroristes de Boko Haram, mais aussi par les forces armées gouvernementales.